



Exercice du droit syndical

## Les syndicats appelés à «prouver» leur représentativité

Après avoir pointé du doigt de «pseudo-organisations syndicales» qui activent dans l'illégalité, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a appelé hier les syndicats à «prouver» leur représentativité conformément à la loi.

Page 3

Après trois jours de disparition à Béjaïa

## Le petit Sofiane retrouvé sain et sauf

Page 24

## Des décès enregistrés à El Oued et Ouargla

# Rougeole, le ministère de la santé ouvre une enquête

La rougeole fait des victimes dans le sud du pays. Cinq décès, dont trois nourrissons, ont été enregistrés dans les wilayas d'El Oued et Ouargla, suite à l'apparition de cette épidémiologie. Pour déterminer les causes de sa propagation, le département de Mokhtar Hesbellaoui annonce l'ouverture des enquêtes.

Page 2



Représentations diplomatiques en Espagne

## Le MAE déplore une «campagne calomnieuse et injuste»

Page 2



Pour le MAE danois

## L'Algérie offre «en abondance» les opportunités d'investissements

L'Algérie offre «en abondance» les opportunités d'investissements dans divers secteurs qui intéressent fortement le Danemark, a affirmé, hier à Alger, le ministre danois des Affaires étrangères, Anders Samuelsen.

Page 5



Par Saâd Tafarka

avec le lancement, samedi dernier, du train Coradia à grande vitesse, reliant Alger à Oran, le transport ferroviaire des voyageurs connaît sa deuxième étape en matière de modernisation, après celle des trains express desservant depuis quelques années Béjaïa et Chlef avec une vitesse de croisière pou-

## Horizons du secteur ferroviaire

# Lorsque l'économie de transport fait sa mue

vant atteindre 160 km/h.

La Coradia d'Oran sera suivi de la livraison prochaine de 17 autres trains du même type à la Société nationale de transport ferroviaire (Sntf) par la société Alstom et qui serviront, outre la ville d'Oran, au transport de voyageurs sur les lignes de Annaba, Béchar, Constantine C'est ce qu'a déclaré, vendredi dernier, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle de l'Agha, à Alger, et de la mise en service commercial du Cordia Oran.

En plus de la livraison de nouveaux trains qui offrent le maximum de confort au voyageurs, la Sntf s'est attelée, au cours de ces dernières années, à la réhabilitation/modernisation de 220 voitures pour

un coût de huit milliards de dinars. Le ministre déclinera les objectifs du gouvernement en matière de transport ferroviaire, en déclarant : «Notre objectif est d'atteindre 60 millions de voyageurs ainsi que 17 millions de tonnes de fret/an à partir de 2021».

Le réseau national ferroviaire fonctionnel ne dépassait pas 1 800 km en 1999, tout en sachant qu'un certain nombre de dessertes ont été abandonnées ferroviaire au lendemain de l'Indépendance. Avec les nouveaux investissements dans le domaine, le réseau ferroviaire s'étend aujourd'hui sur 4 000 km. Le premier responsable du secteur révélera que plus de les 2 300 km de lignes de chemin de fer sont actuellement en chantier.

Page 4





Des décès enregistrés à El Oued et Ouargla

# Rougeole, le ministère de la santé ouvre une enquête

La rougeole fait des victimes dans le sud du pays. Cinq décès, dont trois nourrissons, ont été enregistrés dans les wilayas d'El Oued et Ouargla, suite à l'apparition de cette épidémiologie. Pour déterminer les causes de sa propagation, le département de Mokhtar Hesbellaoui annonce l'ouverture des enquêtes.



Par Karima Nacer

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tiaret, le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, a souligné que 600 cas de rougeole ont été enregistrés dans les wilayas d'El Oued et Ouargla causant des cas de décès d'enfants et d'adultes. Pour mieux cerner le problème, le ministère de la Santé, a ouvert des enquêtes pour déterminer les causes de propagation de cette épidémie dans ces deux wilayas, signalant un taux de vaccination contre la rougeole «très bas» enregistré ces dernières années et ce, en dépit de la disponibilité du vaccin en Algérie répondant aux normes internationales. «Le refus de vaccination serait à l'origine de la situation épidémiologique enregistrée dans les deux wilayas», a-t-il estimé.

Le plus grand nombre de cas de rougeole

a été enregistré dans la wilaya d'El Oued où trois nourrissons et un quinquagénaire sont décédés contre une personne âgée de 26 ans décédée à Ouargla», a déclaré auparavant le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Fourar. 80% des cas de rougeole ont été enregistrés chez les enfants de moins de 5 ans, d'après un bilan de la direction locale de la santé et de la population (DSP). «Ces cas de rougeole sont dus à la réticence des parents de faire vacciner leurs enfants», a expliqué Djamel Fourar, ajoutant que 43 000 enfants âgés entre 6 et 14 ans ont été vaccinés à Ouargla contre 39 000 à El Oued.

Pour prévenir contre cette épidémiologie, le même responsable appelle les citoyens à se rapprocher des établissements de santé publique de proximité (Epsp) pour faire vacciner leurs enfants. Selon lui, l'état d'alerte est

déclenché par les autorités publiques dans le cas où cinq cas sont enregistrés dans une région.

Dans la wilaya de Ouargla, des mesures préventives d'urgence ont été prises pour circonscrire la maladie de la rougeole et freiner sa propagation, selon la direction locale de la santé et de la population (DSP). Ces mesures ont porté sur la vaccination d'urgence, depuis l'apparition ces derniers jours de la maladie, de plus de 40 000 personnes, notamment celles vivant au niveau des zones où sont apparus des foyers de la maladie, en vue de lutter contre la propagation de cette maladie virale contagieuse aux familles et parents des cas atteints.

Le Dr. Djamel Maâmri a fait part d'un total de 620 cas de rougeole enregistrés à travers la wilaya en majorité dans les communes de Ouargla, Touggourt, Hassi Messaoud et El Hedjira.

S'agissant du cas de décès d'un jeune (26

ans), le Dr. Maâmri a expliqué que la rougeole n'était pas la cause directe de sa mort, et que le concerné souffrait d'une autre pathologie et son cas s'est aggravé après avoir contracté la rougeole.

La campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole a touché, depuis son lancement, le 21 décembre dernier, un taux de 45% de la population ciblée, contre 6% lors de la campagne de mars 2017, a signalé le Dr. Maâmri.

K.N.

## Région des Aurès Appel à consacrer les mémoires de master à l'histoire

Les participants au colloque international sur le chahid Larbi Ben M'hidi, clôturé lundi à Oum El Bouaghi, ont appelé à consacrer les mémoires de master à l'histoire et aux illustres figures de la région des Aurès.

Les intervenants lors du colloque, de deux jours tenu à l'université Larbi Ben M'hidi, ont également appelé à orienter aussi les chercheurs à s'intéresser à mieux éclaircir le parcours militant du chahid Ben M'hidi y compris son activisme au sein des scouts musulmans algériens et du mouvement sportif.

Mohamed Demène, de l'université de Constantine, a présenté ainsi une communication intitulée «La dimension religieuse dans la vie du chahid Larbi Ben M'hidi» dans laquelle il a évoqué le parcours du chahid dans le mouvement scout, relevant qu'il avait mis sur pied à Biskra un groupe scout appelé L'escadron de Abdelhamid Benbadis.

Il a été également proposé plusieurs thèmes pour les futures éditions du colloque dont Le mouvement nationaliste dans les Aurès et L'activisme révolutionnaire dans les Aurès». R. N.

Représentations diplomatiques en Espagne

# Le MAE déplore une «campagne calomnieuse et injuste»

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, a déploré hier, que le député de la communauté nationale à l'étranger Noureddine Belmeddah, soit à l'origine de la «campagne calomnieuse et injuste», contre les représentations diplomatiques de l'Algérie en Espagne, suite au décès dans un centre de rétention administrative d'un ressortissant algérien en décembre dernier.

«La presse nationale a rapporté à de nombreuses reprises les déclarations de M. Noureddine Belmeddah, député de la communauté nationale à l'étranger (zone 4), de même qu'elle a repris la quintessence de certaines correspondances adressées par ce député à certaines institutions, concernant particulièrement des situations inhérentes à des citoyens algériens établis régulièrement en Espagne ou se trouvant dans ce pays de manière illégale», a souligné M. Benali Chérif dans une

déclaration à l'APS. «M. Belmeddah a ainsi été à l'origine d'une campagne calomnieuse et injuste contre notre représentation diplomatique à Madrid et notre consulat à Alicante suite au décès, en date du 29 décembre 2017, dans un centre de rétention administrative à Archidona, du ressortissant algérien Mohammed Bouderbala», a-t-il poursuivi.

Le député, a affirmé M. Benali Chérif, «n'a pas attendu le résultat final de l'instruction judiciaire espagnole et encore moins les conclusions de la justice algérienne pour verser dans la surenchère et travestir la réalité de la situation, ignorant, du coup, tous les efforts déployés par notre appareil diplomatique pour la prise en charge de ce dossier».

«En effet, notre ambassade à Madrid, tout comme notre consulat à Alicante, se sont mobilisés depuis l'annonce de la mort de Mohammed Bouderbala en entreprenant toutes les démarches

requises pour suivre d'une manière efficiente le dossier ouvert par les autorités espagnoles suite à ce drame», a-t-il encore souligné.

La porte-parole a rappelé, par ailleurs, que «le ministre des Affaires étrangères a, en personne, reçu en date du 3 janvier 2018, les membres de la famille de feu Mohammed Bouderbala» et que le chargé d'affaires de l'ambassade d'Espagne à Alger «a été reçu le même jour au ministère des affaires étrangères».

M. Benali Chérif a relevé, en outre, que la justice algérienne s'est saisie du dossier et la contre-autopsie pratiquée sur la dépouille a confirmé les conclusions de l'autopsie espagnole.

«Ainsi, s'il est naturel qu'un représentant du peuple se préoccupe des problèmes auxquels ses mandants ou la communauté nationale se trouvent confrontés, il est incompréhensible que sa mission soit réduite, d'une part, à jeter l'anathème, à tort, sur les institu-

tions de l'Etat et à parasiter, d'autre part, l'action qu'elles mènent pour défendre et préserver les droits des membres de la communauté nationale à l'étranger», a-t-il dit encore dans le même sillage. Selon le porte-parole du ministère, «la campagne orchestrée contre l'ambassade d'Algérie à Madrid à l'occasion de ce drame préside d'une approche aux antipodes des mesures prises par l'Etat pour lutter contre l'immigration clandestine». «Il est, dans ce contexte, utile de préciser que l'acte de quitter le territoire national de manière illégale est répréhensible et puni par la loi», a-t-il noté à ce propos.

L'action de M. Belmeddah «s'apparente donc, a-t-il soutenu, à un activisme qui ne se fonde pas sur les dispositions de la loi, mais qui puise sa logique dans un populisme dangereux tant il peut être perçu par nos jeunes comme un encouragement à l'immigration clandestine». «La tendance de M.

Belmeddah à rendre systématiquement destinataire la presse des requêtes et autres correspondances qu'il adresse aux institutions de l'Etat, nous permet de nous interroger sur le véritable objectif qui motive son action».

«En témoigne sa dernière sortie au sujet des prétendus obstacles bureaucratiques que notre ambassade à Madrid dresserait devant les ressortissants algériens désireux de convertir leurs permis de conduire», a constaté M. Benali Chérif.

«Notre ambassade qui s'acquitte pleinement des missions qui lui sont dévolues, ne fait qu'observer la procédure prévue par l'accord qui nous lie à l'Espagne, s'agissant de la conversion de ce document», a conclu le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Bilal L.

Exercice du droit syndical

# Les syndicats appelés à «prouver» leur représentativité

Après avoir pointé du doigt de «pseudo-organisations syndicales» qui activistent dans l'illégalité, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a appelé hier les syndicats à «prouver» leur représentativité conformément à la loi.



Par S. A. Mohamed

«Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale rappelle aux organisations syndicales de travailleurs salariés et d'employeurs enregistrées, leur obligation de communiquer à l'organisme employeur et à l'autorité administrative compétente visée à l'article 10 de loi n° 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical, les éléments permettant d'apprécier leur représentativité, conformément aux dispositions des articles 34 à 37 bis de ladite loi», écrit le ministère dans un communiqué rendu public. A ce titre, poursuit le communiqué,

«le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale invite toutes les organisations syndicales à lui faire parvenir dans des délais qui ne sauraient excéder le 31 mars 2018, toutes les informations sur les éléments permettant d'apprécier la représentativité de leur organisation syndicale, en renseignant l'application informatique sous Excel à télécharger sur le site officiel du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale [www.mtess.gov.dz](http://www.mtess.gov.dz)». Par ailleurs, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale transmettra pour sa part, «par courrier un CD-ROM aux organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs, à l'effet de ren-

seigner cette application informatique». «Il convient de mentionner que les organisations syndicales qui ne produisent pas les éléments d'appréciation de la représentativité dans les délais réglementaires, peuvent être considérées non représentatives, conformément aux dispositions de l'article 37 bis de la loi n°90-14 sus visée», fait observer le ministère. Ainsi après que le ministre ait dénoncé «des groupes se présentant comme des organisations syndicales», il s'en remet toujours à la loi pour définir celles qui sont représentatives. Récemment, Zemali a cité nommément «la pseudo-Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (Cgata) ainsi que les groupe-

ments de personnes utilisant la dénomination syndicale de l'ex-Snategs, qui a, en toute indépendance, déclaré sa dissolution conformément à son statut, sont en infraction par rapport à la législation du travail et ne représentent aucune catégorie socio-professionnelle aussi bien dans le secteur de la Fonction publique que dans le secteur économique public et privé». L'autre organisation citée est le Snapap. «Concernant le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), la même source a relevé qu'il a été enregistré sous la référence n° 01 en date du 9 septembre 1990 et que sa présidence est assurée par M. Felfoul Belkacem», a précisé le ministre qui a dénoncé leur activité illégale. «Le ministère a constaté qu'à travers des déclarations rapportées par certains organes de presse et via les réseaux sociaux, des personnes ou corporations de personnes tentent d'organiser des réunions ou accordent des interviews à des quotidiens de presse en se présentant comme étant responsables de pseudo-organisations syndicales qui n'ont aucune constitution légale et vont même jusqu'à diffuser des tracts au niveau des lieux de travail et la voie publique», a précisé le ministre. Quelques jours après, interpellé sur ses déclarations, Mourad Zemali, a assuré lundi que la liste des syndicats publiée récemment par son département «n'est pas une intimidation à l'encontre de certaines parties qui ont appelé ces dernières semaines à la grève». Invité du Forum de la Radio algérienne, le ministre du Travail a tenu à démentir toute entrave à l'activité syndicale affirmant que son département ministériel a intervenu après abus constaté quand à «certains syndicats ayant dépassé la ligne rouge en manipulant les élèves, les poussant à occuper la rue».

S. A. M.

## Ecole algérienne Impératif relèvement du niveau linguistique

Le nécessaire relèvement du niveau linguistique au sein de l'école algérienne par l'implication de l'ensemble des acteurs concernés a été souligné par les intervenants au 1<sup>er</sup> séminaire national sur «la linguistique et la didactique de la langue arabe dans l'Ecole algérienne», ouvert lundi à l'université El-Bachir El-Ibrahimi de Bordj Bou Arréridj.

Les intervenants ont préconisé de renforcer les cours de langues arabes dans les différents paliers de l'enseignement pour mieux inculquer les élèves les règles correctes de la langue.

A ce propos, le recteur de l'université de Bordj Bou Arréridj, Abdelkarim Benyaïch, a insisté sur la coordination des efforts entre les deux ministères de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur et recherche scientifique pour concevoir des programmes adaptés aux réalités algériennes et basés sur des textes algériens traitant du patrimoine et de l'histoire algérienne pour raffermir l'identité nationale.

Le président du Haut conseil de la langue arabe (Hcla), Salah Belaïd, a indiqué que cette rencontre, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de la langue du «Dhad», pour sa généralisation l'utilisation en sciences, technologies et traduction conformément aux recommandations de l'Unesco, appelant à faire de 2018 l'année de la langue arabe et des technologies modernes.

Le même intervenant a fait état d'une feuille de route établi par le Hcla pour les échanges entre les institutions d'Etat et les ministres, notamment le ministère de l'Enseignement supérieur.

Les communications, présentées durant la première journée de la rencontre, ont abordé diverses questions liées à la didactique et linguistique de l'arabe, l'enseignement efficace et la situation actuelle de la didactique de l'arabe dans les manuels scolaires de 2<sup>ème</sup> génération.

Ce séminaire de deux jours est initié par la Faculté de lettres et langues avec le concours du Haut conseil de la langue arabe.

R. N.

Réunion de la ministre de l'Education avec le CNAPESTE

## Signature du PV final prochainement

Par Karima Nacer

Le ministère de l'Education et le Cnapeste se sont engagés dans un cycle de dialogue et de concertation. A l'issue de la dernière réunion, des décisions ont été prises, notamment la promotion de certains enseignants à des grades supérieurs. En attendant l'officialisation du PV sur les points soulevés lors du débat et ceux mentionnés dans l'avis de grève illimitée, au cours de la prochaine rencontre.

En effet, lors de la rencontre entre le Cnapeste et la tutelle, les deux parties ont formulé un PV sur les points soulevés lors du débat et ceux mentionnés dans l'avis de grève illimitée.

Selon un communiqué du ministère de l'Education nationale, a l'issue d'un débat marqué par un dialogue sincère entre la tutelle et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), les représentants du ministère ont répondu à tous les points soulevés lors du débat et ceux mentionnés dans l'avis de grève illimitée lesquels ont été formulés dans un PV commun. Les deux parties ont convenu, lors de la réunion qui s'est tenue dans la nuit de dimanche à lundi, de maintenir la séance ouverte jusqu'à la signature du PV final. Lors de cette rencontre, il a été procédé à l'examen des préoccupations socioprofessionnelles et le conte-

nu des PV introduits dans l'avis de grève, précise le communiqué. La ministre de l'Education nationale a prononcé une allocution dans laquelle elle a évalué les répercussions de la grève illimitée sur la famille de l'éducation tout en réaffirmant la politique du ministère dans ses relations avec le partenaire social, basées sur le dialogue et la concertation, avant d'ouvrir le débat concernant les différents points soulevés par les membres du syndicat et les cadres du ministère, indique-t-on de même source. Selon la même source, un seul point reste en suspens. Il s'agit de la réintégration des enseignants radiés et ayant reçu des décisions de révocation visées par les services de contrôle

financier, a précisé le communiqué, ajoutant que le ministère a fait savoir que toutes les facilitations ont été accordées à ces enseignants à condition de déposer les recours individuels, conformément à la loi, en donnant des instructions pour leur réintégration immédiate.

A ce jour, 199 enseignants radiés sur un total de 580 ont été réintégrés après avoir déposé des recours individuels, a souligné le communiqué qui a noté que le recours est une procédure légale nécessaire pour le règlement administratif de cette situation.

Le reste des enseignants concernés par la radiation administrative et dont leurs décisions de révocation n'ont pas été visées

par les services de contrôle financier, ont tous rejoint leurs postes, conclut le communiqué.

Il est à noter que lors de cette rencontre, les deux parties n'ont pas omis les conséquences induites par la grève observée par les enseignants durant plusieurs semaines. «Tout le monde est perdant dans cette grève. Mais les élèves sont les grands perdants», a indiqué la ministre, Nouria Benghebrat, à l'issue de la rencontre. Elle a d'ailleurs avoué que «la situation dans nos établissements, ceux concernés par la grève, n'est pas des plus satisfaisantes. Le défi de rattraper les retards enregistrés, selon elle, n'est pas des plus aisés».

K.N.



Horizons du secteur ferroviaire

# Lorsque l'économie de transport fait sa mue

Avec le lancement, samedi dernier, du train Coradia à grande vitesse, reliant Alger à Oran, le transport ferroviaire des voyageurs connaît sa deuxième étape en matière de modernisation, après celle des trains express desservant depuis quelques années Béjaïa et Chlef avec une vitesse de croisière pouvant atteindre 160 km/h.



Par Saâd Tafarka

La Coradia d'Oran sera suivie de la livraison prochaine de 17 autres trains du même type à la Société nationale de transport ferroviaire (Sntf) par la société Alstom et qui serviront, outre la ville d'Oran, au transport de voyageurs sur les lignes de Annaba, Béchar, Constantine. C'est ce qu'a déclaré, vendredi dernier, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle de l'Agha, à Alger, et de la mise en service commercial du Cordia Oran.

En plus de la livraison de nouveaux trains qui offrent le maximum de confort au voyageurs, la Sntf s'est attelée, au cours de ces dernières années, à la réhabilitation/modernisation de 220 voitures pour un coût de huit milliards de dinars. Le ministre déclinerait les objectifs du gouvernement en matière de transport ferroviaire, en déclarant : « Notre objectif est d'atteindre 60 millions de voyageurs ainsi que 17 millions de tonnes de fret/an à partir de 2021 ».

Le réseau national ferroviaire fonctionnel ne dépassait pas 1 800 km en 1999, tout en sachant qu'un certain nombre de dessertes ont été abandonnées ferroviaire au lendemain de l'Indépendance. Avec les nouveaux investissements dans le domaine, le réseau ferroviaire s'étend aujourd'hui sur 4 000 km. Le premier responsable du secteur révélera que plus de 2 300 km de lignes de chemin de fer sont actuellement en chantier.

## Couvrir le couloir stratégique des Hauts-Plateaux

Parmi ces lignes en chantier, celle des Hauts-Plateaux revêt un caractère stratégique dans la nouvelle économie de transport qu'ambitionne d'asseoir l'Algérie. Ainsi, la nouvelle ligne de che-

min de fer Boughezoul-Tssemisilt constitue un maillon important de la grande ligne des Hauts-Plateaux allant de Tebessa à Naâma sur environ 1 300 km. Cette ligne de chemin de fer sera en position parallèle par rapport à l'autoroute des Hauts-Plateaux, projetée elle aussi sur le même couloir topographique de la région steppique. Ces deux grandes infrastructures de transport sont appelées à être des répliques de deux autres ouvrages de même nature couvrant la partie nord du pays ; il s'agit de l'ancienne voie ferrée Oujda-Tunis passant par le territoire algérien dans toute sa largeur (Tlemcen-Oran-Alger-Constantine-Annaba) et de l'autoroute Est-Ouest dont l'achèvement total des travaux est prévu pour les prochains mois.

Dans le sens nord-sud, ces ensembles d'ouvrage recevront des infrastructures de liaison - à créer ou à moderniser - dont la longueur moyenne varie de 80 à 100 km, à l'image des lignes Alger-Médéa-Boughezoul, Bouira-Sour El Ghozlane-Aïn Lahdjal, Oran-Sidi Bel Abbès, Bordj Bou Arréridj-M'sila.

Vu du ciel, un tel maillage donne l'image d'une échelle posée sur le territoire nord du pays.

S'agissant spécialement du réseau de chemin de fer, les programmes lancés depuis le début des années 2000 pour rattraper des retards de 40 ans sont appelés à faire évoluer le réseau national à 10 600 km d'ici à 2016. Ce sont là les prévisions du ministère des Transports, données au milieu des années 2000. On rappela, à cette occasion que, depuis 1962, le pays a perdu l'usage de 1 100 km de lignes ferroviaires.

Outre l'installation de nouvelles lignes, les efforts de la Sntf se sont aussi concentrés sur la réalisation des doubles voies, pour faire acquiescer au réseau une meilleure fluidité, et l'électrification.

L'usine de fabrication de rames installée à Annaba - unité née du partenariat entre l'entreprise publique Ferroviaire et la société française Alstom - est destinée à alimenter les chantiers ferroviaires engagés dans plusieurs régions du pays. Ainsi, dans le cadre des grands programmes d'investissements dédiés aux infrastructures et équipements publics, le secteur du rail semble bénéficier d'une attention particulière des pouvoirs publics. Outre les grandes lignes - électrifiées et à double voie - devant relier les villes algériennes entre elles, le réseau de rail urbain jouit, lui aussi, d'un intérêt non négligeable des gestionnaires de l'économie nationale. Le tramway et le métro sont appelés à alléger grandement les problèmes de transport urbain de voyageurs dans des villes étouffées par la circulation automobile et par la surpopulation dans les quartiers qui constituent les centres-villes. Là où l'un de ces moyens de transport a commencé à fonctionner - ou bien les deux à la fois pour la capitale -, le problème du transport s'est sensiblement allégé.

Déjà, les nouvelles dessertes de train de banlieue et des régions suburbaines ont apporté, depuis les cinq dernières années, leur touche dans les rythmes et la célérité de transport. Pour s'en rendre compte, il n'est que de voir les désagréments générés aux voyageurs par la grève enclenchée l'année dernière par les agents cheminots dans les wilayas du Centre. Des milliers d'étudiants, d'enseignants, de travailleurs de la zone industrielle de Raghâia-Rouiba et de fonctionnaires étaient fortement perturbés par ce mouvement de grève. Cela est particulièrement vrai pour les autorails mis en circulation entre Alger et Béjaïa et entre Alger et Chlef qui donnent une image neuve et accueillante des services et des équipements ferroviaires dans notre

pays. Il faut rappeler que les services de la Sntf ont été pendant longtemps boudés par les voyageurs, aussi bien pour la médiocrité des prestations, que pour l'insécurité qui y a prévalu pendant les années 1990. Ce dernier phénomène avait conduit les responsables de la compagnie ferroviaire à supprimer même certaines dessertes de transport de marchandises après qu'elles furent ciblées par des attentats terroristes (citermes de carburants, sacs de blé...).

## Renaissance des chemins de fer

Incontestablement, le transport ferroviaire est en train de vivre une seconde naissance en Algérie, et cela, aussi bien par le maillage du territoire qui commence à se réaliser avec les nouvelles lignes dans la direction des quatre points cardinaux, que par les équipements modernes (locomotives, wagons et voitures) qu'acquiert progressivement la Société nationale des transports ferroviaires.

Jusqu'au milieu des années 2000, la charge la plus importante de transport-marchandises et voyageurs - est supportée par la route. Le rapport du Schéma directeur routier et autoroutier (Sdra) donne un taux de 90% pour le transport par route. D'où une pression sur le réseau national routier qui se traduit par la congestion des voies, les retards et les surcoûts économiques ainsi que la multiplication des accidents (plus de 4 000 morts par an).

A ce déséquilibre dans la répartition des moyens de transport s'imbrique naturellement sur le déséquilibre lié à la politique de l'aménagement du territoire qui fait que la majorité des populations et des activités économiques du pays se trouvent concentrées dans la partie nord, et particulièrement sur la bande côtière.

Au regard de la nouvelle dynamique que devrait enclencher l'économie algérienne afin de sa relever le défi de la diversification, de la création de richesses et de la cessation de dépendance par rapport aux hydrocarbures, il était en effet temps que l'accompagnement par le rail s'y greffe, dans un mouvement d'heureuse complémentarité. Le réseau ferroviaire est ainsi appelé à s'ouvrir de nouveaux horizons sur le plan des performances techniques (vitesse et sécurité), des prestations au public (confort pour les voyageurs et fiabilité pour les clients convoyeurs de marchandises) et d'extension de son aire géographique. La nouvelle stratégie des pouvoirs publics visant à redynamiser un des secteurs les plus importants et les plus sensibles dans la vie économique et sociale du pays, fait partie des choix politiques adoptés dès le début des années 2000, consistant à lancer de grands investissements publics pour réhabiliter, promouvoir et étendre le rayon d'action des infrastructures de base et des équipements sociaux. Pendant longtemps, ces éléments fondamentaux de l'ossature économique du pays ont subi des retards, dont certains étaient dus à une perversion dans l'établissement des priorités nationales en matière de développement pendant les années 1980 du siècle dernier, et d'autres, à la récession économique entraînée par la chute des prix du pétrole au milieu des années 1980.

Ayant bénéficié des financements mobilisés pour les plans quinquennaux de développements, le secteur des chemins de fer accède ainsi à une modernisation de son réseau et de ses équipements. Autorail, ligne à grande vitesse (LGV), tramway, métro, boucle du Sud, sont les quelques nouveaux termes qui font leur apparition dans la nomenclature ferroviaire.

S. T.



Pour le MAE danois

# L'Algérie offre en abondance les opportunités d'investissements

L'Algérie offre «en abondance» les opportunités d'investissements dans divers secteurs qui intéressent fortement le Danemark, a affirmé, hier à Alger, le ministre danois des Affaires étrangères, Anders Samuelsen.



lioration de la couverture de la demande algérienne en médicaments.

Le ministre des Affaires étrangères du Danemark avait entamé dimanche dernier une visite de travail en Algérie en réponse à l'invitation de M. Messahel.

Cette visite s'inscrit aussi dans le cadre de la poursuite du dialogue politique redynamisé à la faveur de la visite effectuée, en février 2016 à Alger, par l'ancien chef de la diplomatie danoise, Kristian Jensen.

Elle constitue une opportunité supplémentaire pour donner une nouvelle impulsion à la coopération entre l'Algérie et le Danemark et permet aussi d'échanger les points de vue des deux pays sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment sur la situation au Sahel, en Libye, au Proche et Moyen-Orient, ainsi que sur les questions de migration et de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Cette visite de M. Samuelsen a également donné lieu à la réouverture lundi de la Chancellerie danoise à Alger, fermée en 2010.

H. M.

## Recherche et formation Signature d'une convention-cadre entre la CNMA et l'ENSA

La Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma) et l'Ecole nationale supérieure agronomique (Ensa) ont signé, hier à Alger, une convention cadre visant à accroître les liens professionnels entre les deux partenaires, notamment dans les domaines de la recherche scientifique, technique et pédagogique et en matière de formation.

Cette convention a été signée par le directeur général de la Cnma, Chérif Benhabiles et le directeur général de l'Ensa, Khelifi Lakhdar. A travers cette convention, la Mutualité agricole compte accueillir les étudiants de l'Ensa dans le cadre de leurs activités pédagogiques, assurera la co-promotion des sujets de thèses portant sur les aspects de l'assurance Mutuelle agricole et participera «activement» avec les équipes de recherche à la collecte de données relatives à l'assurance Mutuelle agricole et au monde rural.

L'accord porte également sur la formation, les stages, la recherche scientifique et technique afin de valoriser les résultats de la recherche commune sur terrain au profit et service du monde agricole et rural.

A l'issue de la cérémonie de signature, M. Benhabiles a souligné «le lien qui doit prévaloir entre le savoir, la recherche et le volet opérationnel pour moderniser, notamment le monde agricole et le rendre très performant».

De son côté, le DG de l'Ensa a relevé l'importance de contracter ce genre de convention pour «former utile» et répondre ainsi aux besoins socioéconomiques du pays, en mettant en place des profils idoines. La formation, les stages et la recherche scientifique permettront au monde agricole de mieux valoriser ses produits et d'en améliorer les résultats sur le terrain, a-t-il ajouté.

H. M.

**S'**exprimant lors d'un forum d'affaires algéro-danois, qu'il a coprésidé avec le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, M. Samuelsen a exprimé la volonté de son pays de développer ses relations économiques et commerciales avec l'Algérie qui «offre en abondance les opportunités d'investissements dans divers secteurs».

Le chef de la diplomatie danoise a, par ailleurs, estimé que ce forum d'affaires constituerait une occasion pour développer les relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Relevant la «forte délégation d'entreprises danoises» qui l'accompagne lors de sa visite de trois jours en Algérie, M. Samuelsen a précisé que la coopération et les échanges existants entre les entreprises algériennes et danoises constituait une «puissante plate-forme» pour booster davantage les relations économiques bilatérales.

A ce propos, il a soutenu que les entreprises danoises implantées en Algérie dans des secteurs comme l'industrie pharmaceutique, l'énergie et le transport, désiraient développer davantage leurs activités tandis que celles qui ne se

sont pas encore installées en Algérie souhaitent également y investir.

S'adressant aux hommes d'affaires de son pays présents au forum, M. Samuelsen a fait valoir que l'intégration dans le marché algérien passe par un facteur décisif consistant à «identifier le bon créneau et le bon partenaire».

Concernant le projet de partenariat de production d'insuline entre Saidal et Novo Nordisk, dont la première pierre du complexe a été posée hier à Boufarik (Blida), le ministre danois a avancé qu'il permettrait un «véritable transfert de technologie et ce, outre la création d'emplois et l'amé-

Véhicules montés localement

## L'Etat va agir contre la hausse des prix

**L'**Etat veille à ce que les prix des véhicules montés localement soient équivalents à ceux importés, a affirmé lundi à Alger le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi.

«Nous avons demandé à l'ensemble des constructeurs locaux de nous remettre les prix. Ces prix seront affichés et l'Etat veille à ce que les prix des véhicules montés localement ne soient pas supérieurs à ceux importés», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse animée en marge des 1ères Journées techniques de la sous-traitance véhicules.

A ce propos, il a soutenu que si ce n'est pas au gouvernement de fixer les prix des véhicules montés localement, il n'en demeure pas moins qu'il est habilité à contrôler les prix pratiqués.

D'ailleurs, a-t-il poursuivi, les cahiers des charges stipulent que les véhicules montés en Algérie ne doivent pas être plus chers que ceux importés.

Sur un autre plan, il a avancé que l'Algérie était capable de développer une industrie automobile «forte» à même de couvrir les besoins nationaux et d'envisager l'exportation.

Pour M. Yousfi, l'industrie nationale, qui s'est développée dans plusieurs spécialités,

possède les moyens de mettre en place les activités de sous-traitance dans le domaine automobile. Cependant, il a admis que cela nécessitait à la fois davantage d'efforts, une organisation au sein des entreprises, une main d'oeuvre qualifiée et surtout du temps.

L'Algérie n'ambitionne pas seulement de produire 30 000 ou 40 000 produits intrants dans la construction automobile, mais des millions pour pouvoir couvrir les besoins du marché domestique et exporter, a-t-il insisté.

D'où l'organisation de ces Journées techniques sur la sous-traitance véhicules, auxquelles prennent part plusieurs participants nationaux et étrangers, pour réunir les différents intervenants dans le secteur automobile (constructeurs, équipementiers, sous-traitants et représentants des pouvoirs publics).

A ce propos, le ministre a souhaité que cette rencontre de ceux jours soit couronnée de signature d'accords de partenariat entre donneurs d'ordre (constructeurs) et sous-traitants nationaux et étrangers (receveurs d'ordre).

Concernant les équipementiers, il a expliqué que c'est aux constructeurs de les inciter à s'installer en Algérie puisqu'ils ont l'habitude de travailler ensemble.

Par ailleurs, il a appelé les sous-traitants locaux à s'adapter aux exigences

des donneurs d'ordre notamment en ce qui concerne le respect des normes.

En effet, a-t-il expliqué, dans la sous-traitance automobile, il s'agit d'abord de fournir des composants sûrs du fait de l'aspect primordial de la sécurité. «C'est pour cela que les discussions entre constructeurs, équipementiers et sous-traitants ne sont pas si simples».

A une question sur le cahier des charges de la sous-traitance, M. Yousfi a expliqué que l'Etat accorde un grand soutien à ce secteur et prévoit de le renforcer davantage, en rappelant que les fabricants des pièces et des composants des véhicules bénéficient d'avantages fiscaux et d'exonération de taxes.

C'est dans ce sens qu'il a exhorté les sociétés de montage de véhicules de respecter ces cahiers des charges en matière de taux d'intégration nationale sans quoi elles risquent d'être sanctionnées et de perdre le soutien de l'Etat.

Interrogé sur les marques d'automobiles qui seront montées en Algérie, le ministre a indiqué qu'il n'y avait pas de liste et «les gens qui doivent signer les cahiers des charges le savent».

H. T.



Algérie Télécom Satellite

# Le chiffre d'affaires doublé en 2017

L'opérateur public Algérie Télécom Satellite (ATS) a adopté en 2017 une nouvelle stratégie basée sur le développement de services à haute valeur ajoutée et la maîtrise de l'outil technologique ayant permis de doubler son chiffre d'affaires avec plus de 6 milliards de DA et réaliser un bénéfice «record» de plus d'un milliard de DA, a annoncé, lundi à Alger, son P-DG, Mohamed Anouar Benabdelouahad.



«Les résultats enregistrés pour l'exercice 2017 traduisent un chiffre d'affaires de 6,007 milliards de DA, contre 3,378 milliards de DA en 2016, soit quasiment le double», a précisé M. Benabdelouahad dans un entretien à l'APS consacré au bilan réalisé par l'entreprise.

Considérant ce chiffre d'affaires comme étant «le meilleur exercice commercial réalisé par ATS depuis sa création en 2006», il a indiqué que son entreprise, spécialisée dans le secteur des télécommunications spatiales, compte dépasser les 7 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2018.

Le P-DG d'ATS s'est dit satisfait de la «performance exceptionnelle réalisée par son entreprise en 2017 avec un bénéfice net de plus d'un milliard de DA».

«L'entreprise a enregistré un résultat net des activités ordinaires de 1,002 milliard de

DA durant l'année 2017, contre seulement 10,523 millions de DA en 2016, soit une progression avoisinant les 9.500%», a-t-il détaillé.

M. Benabdelouahad a expliqué ces résultats par la mise en oeuvre, en 2017, d'une nouvelle stratégie ciblant le secteur privé ayant permis à ATS d'enregistrer «une croissance appréciable et des chiffres records, comparativement aux années précédentes».

ATS, qui offrait ses services essentiellement aux entreprises et institutions publiques, a décidé en 2017 de cibler le secteur économique privé, notamment les multinationales, réussissant ainsi à enregistrer de nouveaux clients. Cette démarche a permis d'«augmenter à 85% sa part de marché en 2017, contre environ 70% en 2016».

Il est à relever que le marché algérien des télécommunications spatiales compte, en plus d'ATS, plusieurs autres entreprises dont

2 activant en VSAT (Very Small Aperture Terminal, qui est un système de communication fournissant notamment de l'internet et de la visioconférence) et 63 autres activant dans le domaine de la gestion des flottes (qui proposent diverses solutions de géolocalisation de véhicule).

## Services à valeur ajoutée de la haute technologie

Les résultats obtenus par ATS sont le fait notamment «des services à valeur ajoutée de haute technologie» sur lesquels l'entreprise a décidé de concentrer pleinement son activité.

Il s'agit de la «maîtrise» de la technologie VSAT (qui constitue le cœur de métier de l'entreprise et son domaine de compétence) ayant permis d'utiliser moins de capacité spatiale pour produire le même service, «ce

qui a considérablement diminué les opérations inhérentes au transfert de devises», a-t-il expliqué.

Concernant le segment géolocalisation, ATS a procédé au lancement de nouvelles solutions de gestion des flottes par satellite dédiées aux entreprises leur permettant d'avoir une meilleure visibilité sur leurs véhicules, à travers des capteurs installés à bord.

Chaque capteur donne des informations telles que la position géographique du véhicule, sa vitesse, son niveau de carburant, le comportement du conducteur, les heures de conduite et de repos. Le système permet à l'entreprise d'obtenir les rapports nécessaires sur le respect du régime de la conduite et d'arrêter à distance le véhicule.

Le système, lancé en 2016 et qui a permis aux entreprises clientes de «réduire considérablement» le nombre d'accidents de la circulation, est installé «dans environ 7 500 véhicules». Durant l'année 2018, «quelque 8.000 véhicules seront dotés de ce système».

ATS a réussi, en outre, à pénétrer, en 2016, le marché maritime, en offrant des systèmes de télécommunications par satellite, qui assurent une connectivité voix et data, permettant ainsi aux utilisateurs d'avoir accès à des informations de navigation, des données météorologiques ou des images satellites, d'indiquer leur position ou de rester en contact avec leur siège ou bureau.

M. Benabdelouahad a annoncé que son entreprise compte, également, pénétrer, en 2018, le marché des télécommunications aéronautiques, ajoutant que le dossier est «en cours de maturation».

Le P-DG d'ATS a indiqué, en outre, que l'augmentation du chiffre d'affaires s'explique aussi par le fait que son entreprise a procédé, durant l'année 2017, au «recouvrement de ses créances impayées auprès de ses clients» et grâce à un plan de redéploiement de ses ressources humaines visant à créer notamment les conditions de travail les «plus favorables pour un rendement optimal» du personnel qui compte 395 employés.

«Nous avons travaillé sur la maîtrise des charges fixes supportées par l'entreprise à l'instar de la masse salariale, sur laquelle nous avons agi en l'abaissant de 30% en 2016 à 15% en 2017», a-t-il expliqué, ajoutant que cela s'est traduit sur le volet pratique par «une vision centralisée menant à une meilleure exploitation de nos ressources humaines».

R. L.

Internet et télévision

## Deux entreprises publiques vont produire pour ATS le pack multi-play résidentiel

Deux entreprises publiques vont produire le pack résidentiel multi-play, permettant la réception de l'Internet, la télévision et la téléphonie via satellite et qui sera proposé par Algérie Télécom Satellite (ATS), a indiqué mardi à Alger le PDG de cette entreprise, Mohamed Anouar Benabdelouahad, dans un entretien à l'APS.

«Des discussions ont été engagées avec deux entreprises algériennes à savoir Enie (Entreprise nationale des industries électroniques) et Inatel (Industrie algérienne de la téléphonie) pour la fabrication du pack clé en main composé d'une antenne, d'un modem et d'un récepteur satellitaire», a indiqué M. Benabdelouahad.

ATS prévoit, ainsi, la mise sur le marché d'un pack comprenant un démodulateur numérique avec les chaînes de télévision favorites

des Algériens, de l'Internet haut débit, de la téléphonie et de la VOD (vidéo à la demande).

Ce projet phare vise la fourniture d'un service dédié aux particuliers via le satellite algérien de télécommunications lancé récemment, Alcomsat-1, a-t-il expliqué, ajoutant que l'acquisition d'un pack d'ATS permet au consommateur de n'avoir qu'une seule antenne avec une valeur ajoutée.

S'agissant de l'Internet, il a indiqué que «la capacité spatiale en bande KA en résidentiel peut assurer en moyenne 60 000 accès internet et concernera notamment les zones non ou mal desservies par les réseaux téléphoniques et internet terrestres».

En cas d'une demande dépassant cette capacité, ATS prévoit de solliciter d'autres satellites pour satisfaire sa clientèle, en attendant le lancement par l'Algérie d'un second satellite de

télécommunications algérien.

Alcomsat-1 permet la diffusion de l'internet à très haut débit (20 Mb/s) sur la bande KA qui couvre l'ensemble du territoire algérien et d'arroser en moyen débit (2 Mb/s) les utilisateurs en Afrique du Nord via la bande Ku ainsi que d'autres pays africains.

Pour ce qui est du prix de ce pack, il a fait savoir qu'«il coûtera beaucoup moins cher que s'il est importé», ajoutant que le lancement effectif de ce kit «se fera dès que le satellite Alcomsat-1 sera prêt». Pour rappel, le satellite Alcomsat-1, prévu d'être opérationnel six mois après son lancement le 10 décembre dernier, est dédié notamment aux télécommunications, la télédiffusion et l'internet. Il dispose de 33 transpondeurs dont neuf sont dédiés à la diffusion de chaînes de télévision et de radios numériques. Interrogé sur une éventuelle

demande des chaînes de télévision algériennes de droit étranger pour diffuser leurs programmes via Alcomsat-1, il a relevé l'existence d'un «vide juridique» en la matière. «Il y a un vide juridique. Il faut qu'il y ait des textes de loi pour régler ce problème. Actuellement, l'ensemble des chaînes privées algériennes diffusent depuis des satellites étrangers», a-t-il ajouté.

Il a expliqué qu'ATS aspire, toutefois, à vendre de la capacité spatiale du satellite Alcomsat-1, qui est doté de neuf transpondeurs, qui doivent être utilisés à 100%.

L'opérateur public ATS, une filiale du Groupe Télécom Algérie avec un capital social de 3,1 millions de DA, opère dans le domaine des télécommunications par satellite depuis 2006.

ATS, qui compte 395 employés dont une large part de

cadres et d'ingénieurs hautement qualifiés dans le domaine des TIC, exploite deux licences en VSAT (Very Small Aperture Terminal, qui est un système de communication fournissant notamment de l'internet et de la visioconférence) et Gmpcs (téléphonie par satellite) ainsi qu'une autorisation d'exploitation de géolocalisation.

Principal fournisseur de solutions VSAT en Algérie, ATS, qui a enregistré un chiffre d'affaires de 6 milliards de DA et un bénéfice net de plus d'un milliard de DA en 2017, dispose de plus de 4 000 stations satellitaires VSAT déployées sur le territoire national et à l'étranger auprès des représentations diplomatiques algériennes. L'entreprise dispose aussi de 5 000 terminaux de téléphonie et 7 500 balises pour la géolocalisation de véhicules.

R. L.



Oran

# Manque de personnel pour les cantines scolaires

Un montant de 563 millions de DA est réservé à l'alimentation scolaire à Oran l'année scolaire 2017-2018, a indiqué lundi le wali, Mouloud Chérifi.



Une enveloppe financière de l'ordre de 849 millions 975 000 DA a été débloquée cette année pour le secteur de l'éducation et une grande partie est destinée aux cantines scolaires, soit 563 millions de DA, a souligné M. Chérifi lors des travaux d'une conférence

sur «La santé alimentaire de l'élève», organisée à l'hémicycle de la wilaya.

Ce montant a été alloué par des subventions accordées aux collectivités locales (budget de la wilaya et centraux ainsi que des budgets des communes), a fait savoir le chef de l'exécutif local.

«Nous oeuvrons à fournir plus de soutien dans ce domaine et parmi nos objectifs figure l'élargissement de l'alimentation scolaire aux trois paliers», a-t-il déclaré.

La wilaya d'Oran compte 435 cantines scolaires et trois nouvelles seront ouvertes l'année prochaine, a souligné le directeur de

l'éducation, Arezki Slimani, en marge de cette conférence organisée par la commission de l'éducation, de l'enseignement, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle et apprentissage de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Le problème des cantines réside actuellement dans le manque de personnels en alimentation scolaire ce qui oblige de fournir des repas froids, a déploré M. Slimani, soulignant : «Nous oeuvrons en collaboration avec la wilaya et de l'APW à résoudre ce problème». Les recommandations du rapport de la commission précitée ont mis l'accent sur la nécessité d'activer l'article 27 du décret exécutif fixant les modalités d'application concernant les cantines scolaires et permettant aux communes de signer des conventions avec des établissements de formation professionnelle pour bénéficier des services de stagiaires cuisiniers et en hygiène et maintenance en restauration.

Il a été proposé d'aménager et d'équiper des cantines en état de dégradation et leur raccordement au réseau du gaz de ville et d'uniformiser les programmes hebdomadaires de repas alimentaires préparés par des nutritionnistes.

Dans ce cadre, la direction de la santé et de la population, qui est membre de la commission d'alimentation scolaire créée en début d'année, a proposé un repas sain et équilibré à un prix de 70 à 90 DA, a indiqué le chef de service prévention à la DSP, le Dr Boukhari en marge de cette conférence.

Le responsable a insisté sur la réalisation de cantines scolaires au titre des projets d'écoles, conformes aux normes en vigueur.

R. O.

## Cinquième phase du plan directeur d'aménagement touristique

La cinquième phase du plan directeur d'aménagement touristique de la wilaya d'Oran a été adoptée par la commission de wilaya chargée de son étude, a-t-on appris lundi du directeur du Tourisme et de l'Artisanat.

Ce plan directeur permettra de donner un nouveau souffle et une dynamique au secteur du tourisme dans la wilaya, notamment en ce qui concerne la planification de nouveaux projets d'investissement et de promotion touristique, a souligné Belabbès Kaim Benamar. Etabli suivant le schéma national d'aménagement touristique de l'horizon 2030, il permet d'esquisser une vision globa-

le sur le développement du secteur du tourisme, de proposer de nouvelles zones d'expansion (ZET), de créer le foncier touristique, d'encourager l'investissement et de promouvoir le tourisme avec la participation de tous les secteurs dont ceux de la culture en vue de restaurer les sites touristiques, religieux et historiques.

La commission de wilaya chargée de cette étude regroupe des représentants des secteurs de l'urbanisme, de la construction, des services agricoles, des domaines, des ressources en eau, du cadastre, de l'environnement, des travaux publics, de la jeunesse et des sports, de l'énergie, de la santé et de

la protection civile, ainsi que le chef de daïra et le président d'APC d'Oran en tant qu'acteurs dans la vision stratégique prévue pour le secteur touristique 2025/2030, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, la direction du Tourisme et de l'Artisanat compte lever le gel sur 17 opérations inscrites à l'indicatif du secteur de la culture pour la restauration des sites culturels classés de la wilaya.

Parmi ces sites figurent la restauration de la tour de Santa Cruz, le mont du Murdjadjo, porte d'Espagne de la commune d'Oran, Portus Magnus de Bethioua et autres.

R. Y.

Commune de Hamamet à Tébessa

## De nombreux projets prévus

Un montant de 41 millions de DA a été accordé à la commune de Hamamet (20 km à l'Est de Tébessa) pour la concrétisation de divers projets de développement, dans le cadre des plans communaux de développement (PCD), a indiqué lundi le président de l'Assemblée populaire communale, Hichem Djedwani.

Plusieurs projets seront réalisés dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que des projets d'assainissement et d'alimentation en eau potable (AEP), a expliqué à l'APS le même édile, précisant que ces projets ont été choisis et sélectionnés «par ordre de priorité» dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie des habitants de cette commune.

La cité El-Amal bénéficiera d'un projet de

renouvellement des canalisations d'assainissement, a fait savoir M. Djedwani, nécessitant la mobilisation de 15 millions DA, alors que la cité Al-Bassatine sera ciblée par un projet de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable, a-t-il ajouté, soulignant qu'un budget de 12 millions de DA a été alloué pour la concrétisation de ce projet que la population attend depuis longtemps.

Pour sa part, le secteur de l'éducation bénéficiera de la réalisation de quatre nouvelles classes au niveau de l'école primaire 20 août 1956 pour une enveloppe de l'ordre de 12,5 millions de DA, a indiqué Hichem Djedwani, soulignant l'apport de ces futures réalisations dans l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves de la région. Par ailleurs, la commune entend offrir un nouveau fauteuil dentaire, estimé à 2 mil-

lions de dinars, pour renforcer le travail de l'unité de dépistage et de suivi (UDS) en milieu scolaire, a souligné son premier responsable.

En outre, les autorités de cette commune œuvrent à l'achèvement du chantier de 100 logements publics-locatifs (LPL) dont le taux de réalisation a dépassé 90%, a fait savoir la même source, indiquant que l'attribution de ces logements est programmée «avant la fin du premier semestre en cours».

Pour rappel, la commune de Hamamet avait bénéficié en 2017 d'une large opération de réhabilitation de certaines cités, avec une enveloppe financière qui a dépassé 90 millions de DA, visant à améliorer les conditions de vie de ses citoyens, a indiqué M. Djedwani.

R. N.

## Marchés Kechida à Batna Mise en exploitation de 133 locaux commerciaux

Un total de 133 locaux commerciaux des marchés de Kechida 1 et 2 de la ville de Batna ont été mis en exploitation au profit des commerçants qui actuaient dans l'informel, a indiqué lundi le directeur du commerce, Akacha Deghmane.

L'opération intervient suite aux efforts déployés par les autorités locales visant la lutte contre le commerce informel, a précisé la même source, soulignant l'éradication dimanche du marché informel de la cité Maâskar, au centre-ville, et la récupération d'un lot de terrain d'un hectare.

L'objectif de cette initiative est également d'œuvrer à assurer un cadre de vie sain et attrayant aux citoyens à travers l'élimination des tas de déchets et l'insalubrité caractérisant les espaces exploités dans le commerce informel, a-t-on noté.

Pas moins de 319 commerçants activant au sein du marché de la cité Maâskar ont été recensés par les services compétents, a-t-on souligné, relevant que de ces commerçants 178 se sont inscrits au registre du commerce et 133 se sont présentés pour retirer les décisions d'attribution des carrés dans les deux marchés du quartier Kechida 1 et 2.

L'opération de recensement est «toujours ouverte», a assuré M. Deghmane, soulignant que les nouveaux locaux sont implantés dans des marchés dotés de toutes les commodités nécessaires.

H. L.





Nâama

# Fort engouement des agriculteurs pour l'oléiculture



**Les surfaces réservées à l'oléiculture ont doublé, ces dernières années, dans la wilaya de Naama qui dispose d'atouts naturels considérables augurant d'un avenir prospère pour cette filière, selon des estimations de la direction des services agricoles (DSA).**

**P**lusieurs facteurs ont encouragé les agriculteurs à investir cette culture notamment l'adaptation des oliviers au climat de la région et sa faible consommation d'eau d'irrigation contrairement aux autres arbres fruitiers nécessitant plus d'entretien et usage de pesticides.

Cette culture est très prisée par les agriculteurs de Naama, où les surfaces plantées en oliviers ont atteint, à la fin de l'année 2017, quelque 4.000 has contre 200 has seulement en 2009, a-t-on appris des services agricoles.

La wilaya compte actuellement 850.000 oliviers plantés. Il est prévu d'atteindre les 900.000 oliviers d'ici fin 2019 selon les prévisions de la DSA. Quelque 2.300 bénéficiaires de périmètres relevant du programme d'intensification et d'extension de l'oléiculture de la wilaya ont opté pour l'extension des surfaces cultivées afin de passer à 400 arbres par hectare ces dernières années contre 100 arbres à l'hectare en 2009.

Au niveau des services de la DSA, on indique que durant les dix dernières années, une enveloppe financière d'un milliard de Da a été allouée pour l'appui des exploitations oléicoles dans le cadre du programme du fonds national de régulation et développement agricole (FNDRA).

Cette enveloppe a été destinée pour la pose d'installations, d'équipements et de canalisations d'irrigation modernes, la généralisation du système du goutte à goutte pour irriguer quelque 2.600 has d'oliviers. Le restant des surfaces sont irriguées par

des moyens conventionnels selon le constat de la DSA.

Durant la campagne de cueillette, qui s'est étalée de novembre à janvier derniers, une production de 16.000 quintaux d'olives a été réalisée dans la wilaya, soit le double de la production enregistrée en 2016.

Le rendement moyen par hectare a atteint dans la wilaya les 16 quintaux, avec un rendement moyen de transformation de 13 litres d'huile d'olive par quintal. Les olives de type «Sigoise» représentant 55% de la surface globale productive sont transformées en huile. Le restant des oliviers plantés sont répartis entre les types «Chemlal» (25%) et «Sefiana»(20%).

### La Sigoise .... reine des olives

Le directeur de wilaya des services agricoles, Mohammed Youssfi, a souligné qu'un large programme a été réalisé dans la wilaya pour développer l'oléiculture intensive durant la période 2010-2014, avec un accompagnement des agriculteurs par la disponibilité de plants, des équipements de production et de stockage. Ce programme a touché des investisseurs affiliés dans des coopératives ou associations professionnelles, a-t-il précisé.

Des techniciens de l'Institut technologique de l'oléiculture fruitière et de viticulture de Bir Touta (Alger) ont dirigé des sessions de formation durant cette période pour assurer une coordination technique et de proximité à cette culture dans la région, a encore ajouté M Youssfi.

L'intérêt accordé par l'Etat à l'intensification de l'oléiculture dans les zones steppiques et semi-arides sahariennes du pays intervient dans le souci d'encourager les agriculteurs à s'occuper davantage de l'oléiculture pour assurer l'autosuffisance, garantir une qualité du produit et remplacer les surfaces endommagées par les feux chaque année dans la région Nord du pays, a-t-on expliqué.

Au niveau de la DSA, on relève que la production d'huile d'olive ne dépasse pas les 1500 hectolitres par an dans la wilaya, alors qu'une gran-

de quantité des olives produites est acheminée hors wilaya en vue de sa commercialisation. Les responsables du secteur soulignent la nécessité d'encourager les investisseurs à accéder aux huileries modernes pour la transformation de leur production.

La DSA a fourni des moyens pour garantir une production de niveau pour cette filière dans la wilaya en délivrant aux agriculteurs des actes de concession dans le cadre de l'investissement privé afin d'élargir leurs périmètres agricoles. La même administration locale assure un suivi gratuit pour protéger les arbres contre les maladies phytosanitaires par le biais des techniciens de l'annexe du centre nationale de prévention végétale de la wilaya.

Par ailleurs, pour accroître le rendement de leurs périmètres qui comptent actuellement une surface entrée en production de 900 has d'oliviers productifs, des exploitants de la wilaya attendent un soutien matériel technique supplémentaire de la part de la DSA.

Toutefois, les agriculteurs versés dans ce créneau rencontrent d'énormes problèmes comme le manque de main d'œuvre, lors des périodes de cueillette. Ils sont parfois contraints de faire appel à une main d'œuvre hors wilaya, avec tous les frais supplémentaires que cela induit pour l'hébergement, la restauration etc, ce qui se répercute inévitablement sur le prix de commercialisation du produit.

L'impact des conditions climatiques difficiles de la région, avec l'apparition du verglas en hiver et le manque de suivi des cultures causent également une baisse du rendement de l'hectare productif.

Toutefois, les spécialistes estiment que la disponibilité de machines réservées à la cueillette, les techniques modernes d'irrigation, l'intensification de la vulgarisation agricole sont autant de facteurs positifs devant assurer une relance de la production agricole dans cette filière, appelée à connaître un développement notable sur le plan local et national.

R. K.

## Rougeole à Ouargla Des mesures préventives d'urgence pour circonscrire la maladie

■ Des mesures préventives d'urgence ont été prises dans la wilaya d'Ouargla pour circonscrire la maladie de la rougeole et freiner sa propagation, a-t-on affirmé lundi à la direction locale de la santé et de la population (DSP). Ces mesures ont porté sur la vaccination d'urgence, depuis l'apparition ces derniers jours de la maladie, de plus de 40.000 personnes, notamment celles vivant au niveau des zones ou sont apparus des foyers de la maladie, en vue de lutter contre la propagation de cette maladie virale contagieuse aux familles et parents des cas atteints, a indiqué à l'APS le chef de service de la prévention à la DSP.

Dr. Djamel Maâmri a fait part aussi de la prise en charge "urgente" des cas ayant montré des complications physiques, avant de signaler qu'au total 620 cas de rougeole ont été enregistrés à travers la wilaya d'Ouargla, en majorité dans les communes d'Ouargla, Touggourt, Hassi-Messaoud et El-Hedjira.

S'agissant du cas de décès d'un jeune (26 ans), Dr. Maâmri a expliqué que la rougeole n'était pas la cause directe de sa mort, et que le concerné souffrait d'une autre pathologie et son cas s'est aggravé après avoir contracté la rougeole.

Pour le chef de service de la prévention à la DSP d'Ouargla, le renoncement de parents à respecter le calendrier de vaccination de leurs enfants, notamment en milieu scolaire, est l'une des causes de propagation de la rougeole dans la région, bien que cette dernière ait bénéficié d'une quantité suffisante de vaccination estimée à 130.000 doses de vaccin contre la rougeole.

La campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole a touché, depuis son lancement le 21 décembre dernier, un taux de 45% de la population ciblée, contre 6% lors de la campagne de mars 2017, a signalé le Dr. Maâmri.

L'opération de vaccination, a-t-il ajouté, se poursuivra au niveau de l'ensemble des polycliniques à travers la wilaya d'Ouargla, en plus de l'organisation de larges campagnes de sensibilisation et de la distribution de dépliants au niveau des établissements scolaires pour informer et sensibiliser les élèves et leurs parents sur la nature du vaccin et ses bienfaits.

Bilal L.

## Constantine Hausse de la surface consacrée aux légumes secs à 6.000 hectares

■ La surface réservée dans la wilaya de Constantine aux légumes secs qui ne dépassait pas l'année dernière 4.410 hectares a atteint au titre de la campagne agricole 2017-2018 les 6.000 hectares, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le chef du service production agricole à la DSA, Djameledine Benseradj, a précisé que la filière légumineuse dans la wilaya de Constantine a connu ces dernières années un «bond qualitatif» en matière de superficie et de rendement, notant que l'objectif tracé, à savoir atteindre 5 600 hectares a été dépassé avec la mobilisation de 6000 hectares.

Le même responsable a précisé que 1.220 ha ont été alloués aux pois chiche, 2.385 ha aux lentilles, 1.200 ha aux fèves et 140 ha aux haricots.

L'organisation des campagnes de sensibilisation quant à l'importance de la résorption des terres en jachère qui ont dépassé cette année les 15.000 hectares et leur intégration dans le cycle productif, l'efficacité de la stratégie de soutien à l'agriculture à l'échelle locale et son exploitation en faveur des cultures de céréales et légumes secs, sont les facteurs ayant favorisé la hausse de cette superficie, a-t-il fait savoir.

L'augmentation de la surface consacrée à cette production est due également au suivi de l'itinéraire technique, la disponibilité des semences de meilleure qualité et l'accompagnement des agriculteurs, ce qui a permis la hausse de leurs revenus et la diminution de la facture d'importation de ce produit alimentaire, a ajouté la même source, notant qu'un rendement moyen de 12 quintaux/hectare de lentilles et de 9 quintaux/hectare de pois chiche ont été recensés pendant la récente saison agricole.

La réussite de cette culture est surtout tributaire de la quantité de précipitations (pluie), a affirmé M. Benseradj, soulignant que les précipitations enregistrées jusqu'à présent annoncent une «bonne» récolte pour cette année.

Les services agricoles de la wilaya de Constantine œuvrent avec la collaboration des partenaires de ce secteur à l'organisation des sessions de vulgarisation à destination des fellahs activant dans cette filière, visant la promotion de leurs connaissances et le développement de leur production agricole, a-t-on signalé de même source.

R. K.



# CONFLITS ▶▶

Rencontre prochaine à Astana

## La Ghouta orientale reçoit une aide humanitaire

Un premier convoi humanitaire de l'ONU est entré lundi à la Ghouta orientale (est de la Syrie) pour apporter l'aide aux habitants de l'enclave, qui subit des bombardements meurtriers depuis deux semaines, pendant qu'une rencontre ministérielle entre la Russie, la Turquie et l'Iran est prévue le 16 mars prochain à Astana pour discuter de leur coopération pour le règlement de la situation en Syrie.



Il s'agit du premier convoi à parvenir dans la Ghouta orientale depuis que le gouvernement syrien a lancé une offensive d'envergure le 18 février pour réinstaurer la sécurité dans la localité sous l'emprise des groupes terroristes.

L'ONU avait reçu les autorisations nécessaires pour distribuer des aides pour «70 000 personnes» et un second convoi est prévu pour jeudi, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

Cependant, le convoi qui comprend 46 camions transportant des aides médicales et de la nourriture pour 27 500 personnes, a dû se

retirer en début de soirée sans avoir livré toutes les aides, distribuées «en plein milieu des bombardements», selon l'ONU.

«Nous avons livré 247 tonnes d'aide médicale et de nourriture à Douma, en plein milieu des bombardements», a indiqué Sajjad Malik, le représentant de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) en Syrie.

Les quelques 400 000 habitants de la région sont assiégés depuis 2013 et subissent de graves pénuries alors que l'offensive se durcit, après deux semaines de bombardements et des combats au sol qui ont permis aux forces syriennes de reprendre

plus du quart de l'enclave et de mettre hors état de nuire des dizaines de terroristes.

Dans une récente déclaration, le président syrien Bachar al-Assad, a affirmé qu'il n'y avait aucune contradiction entre la trêve et l'offensive anti-terroristes, assurant que l'opération militaire allait se poursuivre, parallèlement à la possibilité donnée aux civils de sortir de l'étau imposé par les groupes criminels du ce qui est appelé «Front al-nosra»

Le 24 février, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté la résolution 2401, réclamant l'arrêt par toutes les parties des hostilités sans délai pour au moins 30 jours

consécutifs en Syrie pour une pause humanitaire durable. Des pauses humanitaires de cinq heures sont observées en Ghouta orientale depuis le 27 février sur ordre du président russe Vladimir Poutine.

Après cette opération à Douma, un porte-parole du Centre russe pour la réconciliation des belligérants en Syrie, le général Vladimir Zolotoukhine, a annoncé mardi des contacts avec les organisations humanitaires internationales en vue de l'envoi, prévu jeudi, d'un prochain convoi d'aide pour la Ghouta orientale à mettre en place une coordination pour l'envoi de nouveaux convois humanitaires à la Ghouta orientale.

### Prochaine rencontre ministérielle à Astana

Pendant que l'offensive de l'armée syrienne se poursuit dans la Ghouta orientale, la Russie, la Turquie et l'Iran, parrains du processus d'Astana pour la paix en Syrie, ont décidé de se rencontrer le 16 mars à Astana, capitale kazakhe.

«D'après les informations données par les pays garants du processus d'Astana en Syrie, les ministres des Affaires étrangères de l'Iran, la Russie et la Turquie ont l'intention de se rencontrer dans la capitale du Kazakhstan le 16 mars», a indiqué la diplomatie kazakhe dans un communiqué.

Cette rencontre ministérielle qui ne verra pas la participation des parties syriennes ni celle des observateurs, se déroulera en présence de l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

Lors de cette nouvelle rencontre, les trois pays «discuteront de leurs futures actions conjointes», mais aussi analyseront les résultats obtenus pendant la première année de leur coopération pour un règlement de la situation en Syrie.

En janvier 2017, la Russie et l'Iran, et la Turquie ont organisé, des discussions réunissant à Astana pour la première fois des représentants du gouvernement et une délégation d'opposition armée.

Ce processus d'Astana a jusqu'à présent abouti à un accord sur la mise en place en décembre 2016 de quatre «zones de désescalade», permettant parfois une diminution des violences en Syrie, sans les faire cesser.

En parallèle, Moscou a proposé à Washington d'organiser une rencontre entre les chefs de diplomatie russe Sergueï Lavrov et américain Rex Tillerson, attendus tous les deux en Ethiopie dans les jours à venir, dans le cadre de leur tournée en Afrique.

Cette proposition n'a encore pas été confirmée par Washington, mais Moscou considère que ce contact serait «utile», car les questions qui doivent être discutées «ne font que se multiplier», a indiqué le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, cité par les médias russes.

La dernière rencontre entre les trois parrains s'était tenue le 21 et 22 décembre dans la capitale kazakhe en vue de trouver une solution au conflit syrien, qui a fait plus de 340 000 morts depuis 2011.

H. M.

## Neuf civils tués dans de nouveaux raids sur la Ghouta

Au moins neuf civils ont été tués et une quarantaine d'autres blessés dans de nouvelles frappes aériennes du régime syrien contre l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale, a indiqué hier matin l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Alors que le régime de Bachar al-Assad a repris quelque 40% de l'enclave située à l'est de Damas, la cadence de ses raids aériens ne faiblit pas.

Dans la nuit, «les frappes aériennes ont ciblé les localités de Saqba et de Hamouriyé». Puis, 10 raids ont été effectués mardi matin sur la localité de Jisrine, tuant «neuf civils et en blessant une quarantaine d'autres», a dit à l'AFP le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

Le nombre de civils tués depuis le lancement, le 18 février, d'une offensive d'une rare intensité sur le fief rebelle est désormais supérieur à 780 civils, dont plus de 170 enfants, d'après l'ONG, qui dispose d'un vaste

réseau de sources dans le pays en guerre.

Depuis près d'une semaine, le régime a en outre intensifié ses opérations terrestres, réalisant une percée dans l'enclave.

Dans la ville de Douma, l'une des plus grandes de la région, visée par des frappes mardi matin, les paysages de destruction dominent, a rapporté un correspondant de l'AFP. Les scènes de désolation - avec des bâtiments réduits en montagnes de débris de part et d'autre des routes - se répètent également à Hammouriyé, cible de bombardements nocturnes intenses, d'après un autre correspondant de l'AFP.

Au gré des accalmies, seuls quelques habitants terrés dans des sous-sol sont sortis en matinée de leurs abris pour inspecter les lieux et l'état de leurs habitations.

AFP

Transfert de son ambassade en Israël à El Qods occupée

## Les Palestiniens condamnent la décision du Guatemala

Le gouvernement palestinien a condamné la décision du Guatemala de transférer son ambassade en Israël à El Qods occupée au mois de mai, deux jours après le déménagement de celle des Etats-Unis, a rapporté l'agence Wafa.

«Cette décision est une agression contre le peuple palestinien et ses droits légitimes», affirme le communiqué, ajoutant que le gouvernement palestinien demande à tous les pays de s'opposer au transfert de l'ambassade.

Le Guatemala va transférer son ambassade

au mois de mai, deux jours après le déménagement de celle des Etats-Unis, a annoncé le président guatémaltèque Jimmy Morales.

M. Morales avait annoncé le 25 décembre le transfert de l'ambassade guatémaltèque à El Qods, devenant le premier pays à suivre les Etats-Unis sur ce sujet. Le président Donald Trump avait annoncé ce transfert le 6 décembre, et Washington prévoit d'ouvrir sa nouvelle ambassade le 14 mai, jour du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba.

Des 193 pays composant l'Assemblée géné-

rale de l'ONU, 128 ont voté le 21 décembre une résolution condamnant la décision américaine, dont des pays alliés des Etats-Unis comme la France et le Royaume-Uni. Seuls sept petits pays, dont le Guatemala et le Honduras, se sont alignés avec les Etats-Unis.

L'ONU ne reconnaît pas l'annexion de El Qods-Est, qu'elle considère comme territoire occupé par Israël, et considère que le statut final de la ville doit être négocié entre Palestiniens et Israéliens.

H. L.

### Ukraine Plus de 2 300 soldats tués depuis le début du conflit

Le conflit armé dans l'est de l'Ukraine depuis près de quatre ans a coûté la vie à 2 378 soldats ukrainiens et 138 enfants, selon la première vice-présidente du Parlement ukrainien.

«2 378 soldats ukrainiens ont été tués, dont quatre femmes depuis le début du conflit dans le Donbass. Dans le même temps, 138 enfants ont été tués. Ils ont été victimes des hostilités ou de l'explosion de mines terrestres», a déclaré la première Vice-présidente du Parlement ukrainien, Irina Herachenko, lors d'une conférence de presse à Odessa, ville du sud de l'Ukraine.

Par ailleurs, le gouvernement ukrainien et les séparatistes de l'Est se sont accusés mutuellement d'avoir violé le nouveau cessez-le-feu entré en vigueur lundi dans le Donbass.

Le 2 mars, le Groupe de contact trilatéral (GCT) comprenant les représentants d'Ukraine, de Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a atteint un accord sur une nouvelle trêve prenant effet le 5 mars. Au total, plus de 10 000 personnes ont été tuées en quatre ans de conflit meurtrier dans l'Est ukrainien.

G. M.





Angola

# Isabel dos Santos dément les accusations de détournement de fonds

Isabel dos Santos, fille de l'ex-président angolais José Eduardo dos Santos, a démenti lundi tout détournement de fonds lorsqu'elle dirigeait la compagnie pétrolière publique Sonangol, estimant que ces accusations étaient "totalement infondées".



"Je ne peux que faire part de mon indignation totale devant (...) les accusations et insinuations graves faites à mon encontre" et l'équipe qui était à l'époque à la tête de la Sonangol, a affirmé Isabel dos Santos dans un communiqué de presse.

Le 28 février, le nouveau PDG de l'entreprise, Carlos Saturnino, a dénoncé la mauvaise gestion de sa prédécesseure et pointé du doigt des opérations à la légalité, à ses yeux, douteuse. "Nous avons pris nos fonctions le 16 novembre 2017 et, ce soir-là, nous avons noté que le directeur financier de Sonangol, bien qu'il n'était plus en fonction, a ordonné un transfert d'une

valeur de 38 millions de dollars à une entreprise basée à Dubaï", a-t-il notamment accusé. Deux jours plus tard, la justice angolaise a annoncé l'ouverture d'une enquête sur de possibles détournements de fonds à la Sonangol lorsque la société était dirigée par Isabel dos Santos.

Cette dernière a réagi lundi, en affirmant qu'il était "faux d'affirmer que les virements bancaires de 38.180.000 de dollars avaient été effectués après la cessation des fonctions de l'administration précédente". "M. Carlos Saturnino tente délibérément d'induire en erreur l'opinion publique en lui faisant croire qu'il y a eu irrégularité", a-t-elle ajouté.

Dans une interview au quotidien portugais Jornal de

Negocios, Isabel dos Santos est allée encore plus loin, accusant le PDG de Sonangol d'être "un menteur" et de tenir des propos "choquants".

Elle a dénoncé une croisade, selon elle encouragée par les partis de l'opposition, dans le but de "salir son nom" et "une grave campagne politique visant le précédent gouvernement". Elle a en outre jugé "normale" et "bienvenue" l'ouverture par le parquet d'une enquête à la suite des dénonciations de l'actuel PDG de la Sonangol en ajoutant qu'elle allait engager des poursuites judiciaires à l'encontre de M. Saturnino en réponse à ses "allégations diffamatoires".

En novembre, Isabel dos Santos avait été limogée de l'entreprise nationale par le

nouveau président angolais Joao Lourenço.

Considérée comme la femme la plus riche d'Afrique par le magazine américain Forbes, la "princesse", comme les Angolais la surnomment, est le symbole du népotisme reproché à son père.

José Eduardo dos Santos a dirigé l'Angola pendant trente-huit ans, un règne sans partage pendant lequel il a mis l'économie du pays en coupe réglée au profit d'une poignée de proches.

Son successeur, qui a pris ses fonctions en septembre, est issu comme lui du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et a congédié, depuis son arrivée au pouvoir, de nombreux barons de l'ancien régime. **AFP**

Lutte contre la piraterie maritime

## Le Bénin lance une opération pour sécuriser ses côtes

■ Les autorités béninoises ont décidé de lancer, à compter de cette semaine, une opération dénommée "OURAGAN", destinée à protéger les côtes béninoises des velléités de piraterie maritime, et des attaques en haute mer, a indiqué lundi une source officielle à Cotonou.

"Pour sécuriser les côtes béninoises de la piraterie maritime et des attaques sur la mer, tous les ghettos logés aux abords des côtes seront dégagés par les forces de la police républicaine et militaires du Bénin à partir de ce jour", annonce une décision du préfet du département du Littoral, Modeste Toboula.

Selon cette décision, cette opération "OURAGAN", qui emportera dans sa vague tous les occupants illégaux du domaine public fluvial et maritime, permettra de garantir la quiétude aux populations riveraines qui sont quotidiennement victimes des actes d'insécurité, et d'assurer aux usagers des transports fluvial et maritime une sécurité dans leur différent mouvement.

Depuis 2006, les eaux territoriales du Bénin ont enregistré une recrudescence d'actes criminels, notamment la contrebande, la pêche illicite, le détournement de navires pétroliers, le trafic de drogue, le trafic des personnes et autres activités illégales.

Un sommet de l'Union Africaine sur la sécurité maritime en octobre 2016 à

Lomé a adopté une Charte sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, un premier pas vers la lutte efficace contre la piraterie maritime dans les océans et mers du continent africain.

H. M.

Nigeria

## Trois morts dans une attaque-suicide

■ Une attaque-suicide, perpétrée par une personne à bicyclette portant une ceinture d'explosif, a fait trois morts et 18 blessés lundi soir dans la banlieue de Maiduguri, ville du Nord du Nigeria.

"L'attaque s'est produite à 20H20 (19H20 GMT) au milieu d'un groupe de résidents. Il n'y aucun doute que cette attaque porte la signature des terroristes de Boko Haram", a déclaré Musa Aira, un responsable de la milice civile qui aide les forces armées à combattre le groupe terroriste.

Cette zone de la ville de Maiduguri, un vaste camp de réfugiés de personnes déplacées par le conflit, a plusieurs fois été la cible d'attaques-suicides de membres de Boko Haram, notamment des femmes.

Dimanche, trois femmes kamikazes sont décédées dans une attaque-suicide ratée à Konduga, ville proche de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno.

Jeudi, au moins trois humanitaires nigériens employés par l'ONU avaient été tués dans une autre attaque-suicide à Rann, à 175 km à l'est de Maiduguri.

Ces attaques surviennent deux semaines après l'enlèvement par des éléments présumés de Boko Haram de 110 jeunes filles d'une école de Dapchi, dans l'Etat voisin de Yobe.

T. K.

Tunisie

# Le gouvernement menace, excédé par le blocus du phosphate

Le gouvernement tunisien a annoncé qu'il poursuivrait les responsables du blocus de la production de phosphates, menaçant d'intervenir après plus d'un mois de paralysie liée à des mouvements sociaux dans ce secteur clé de l'économie.

Après l'échec d'une nouvelle tentative de négociations, la présidence du gouvernement a chargé "le ministre de la Justice de prendre les mesures immédiates pour entamer des poursuites judiciaires à l'encontre de tous ceux qui (...) entravent délibérément la production et le transport du phosphate", a-t-elle indiqué sur sa page Facebook dans la nuit de dimanche à lundi.

Elle a assuré que toutes les mesures promises durant ces négociations, notamment les campagnes de recrutement annoncées, étaient annulées, ainsi que les

résultats du concours de recrutement qui est à l'origine de la dernière contestation en date.

La production est à l'arrêt depuis fin janvier quand des troubles ont éclaté après l'annonce des résultats de ce concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). La CPG est le principal employeur du bassin minier, une région du centre de la Tunisie qui est l'une des plus pauvres du pays.

Les protestataires, contestant les résultats du concours, ont bloqué des routes et organisé des sit-in. Depuis, les troubles se poursuivent et empêchent la reprise du travail à la CPG, l'un des principaux producteurs de phosphate au monde, et le transport du phosphate.

Lundi, le ministre tunisien de l'Energie Khaled Kaddour a déploré que des socié-

tés de transformation du phosphate risquaient maintenant de devoir importer leur matière première, a rapporté la presse locale, tout en assurant que deux sites de production mineurs avaient repris le travail ces deux derniers jours.

Le phosphate est un secteur stratégique pour l'économie tunisienne. Sa production, entravée par des troubles sociaux récurrents, est repartie à la hausse en 2017 à 4,1 millions de tonnes mais une paralysie prolongée met en péril son objectif de 6,5 millions de tonnes pour 2018, un chiffre important pour atteindre l'objectif de croissance du PIB.

Le bassin minier avait été le théâtre en 2008 d'une insurrection réprimée dans le sang par le régime de l'ex-dictateur Zine El Abidine Ben Ali.

AFP



Italie

# La lutte est ouverte entre extrême droite et populistes

**La lutte est engagée entre le Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste) et la Ligue (extrême droite), devenus majoritaires depuis les législatives de dimanche en Italie et qui revendiquent chacun le pouvoir, tout en excluant une alliance «eurosceptique» entre eux.**

Aucun des trois blocs n'ayant obtenu une majorité absolue au Parlement, ce choc électoral pour l'Italie comme pour l'Europe ouvre une phase d'incertitude politique qui pourrait durer des mois dans la troisième économie de la zone euro.

Il appartiendra au président italien, Sergio Mattarella, de trouver une issue. Mais ses consultations politiques officielles ne s'ouvriront qu'après l'élection des présidents des deux chambres, en principe le 23 mars.

Avec un vote marqué à la fois par le rejet des partis traditionnels, l'exaspération face au marasme économique et les tensions autour des migrants et de l'Union européenne, l'Italie s'inscrit dans la lignée du Brexit, de la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et de la poussée de l'extrême droite ailleurs en Europe.

«Pour la première fois en Europe, les forces antisystème l'emportent», a résumé l'éditorialiste du quotidien La Stampa.

Un vote anti-élite qui a éjecté quelques ténors dont la présidente de la Chambre des députés, Laura Boldrini (gauche), le ministre de l'Intérieur Marco Minniti ou celle de la Défense Roberta Pinotti.

La coalition de droite est arrivée en tête avec 37% des voix, selon des résultats portant sur la quasi-totalité des bureaux de vote. Mais en son sein, c'est la Ligue, formation eurosceptique et anti-immigration de Matteo Salvini, proche du Front national (FN) français, qui a



largement devancé le parti de Silvio Berlusconi (17,4% contre 14%) et revendique désormais la direction du gouvernement.

## «Droit et devoir de gouverner»

«L'engagement a été pris au sein de la coalition: qui l'emporte peut gouverner», a lancé M. Salvini, avant de se rendre dans l'après-midi chez le magnat des médias de 81 ans. La coalition «est le vainqueur politique de ces élections. Après cinq ans, elle représente la première force politique du pays» et doit pouvoir appliquer son programme, des baisses d'impôts à la lutte contre l'immigration, a ensuite fait valoir M. Berlusconi dans un communiqué. Mais le milliardaire ne s'est pas explicitement rangé derrière M. Salvini, appelant seulement à «renforcer la coalition qui

devra obtenir le mandat de gouverner l'Italie».

Cette perspective est cependant mise à mal par la percée historique du Mouvement 5 Etoiles (M5S), qui devient le premier parti du pays avec un score de 32,6%, après une campagne dirigée contre la corruption et la «caste» politique italienne.

«Nous avons la responsabilité de donner un gouvernement» à l'Italie, a assuré à la presse son chef de file, Luigi Di Maio, 31 ans. «Nous sommes une force politique qui représente toute la nation, du Val d'Aoste à la Sicile».

Alors que le M5S a toujours refusé toute alliance, il s'est dit prêt «à discuter avec toutes les forces politiques» sur les thèmes de son programme: pauvreté et gaspillage, immigration et sécurité, emploi et développement.

M. Salvini a lui aussi assuré qu'il parlerait «avec tout le monde» mais exclu toute «majorité étrange» avec le M5S.

A l'étranger, Marine Le Pen, présidente du FN, a adressé ses «chaleureuses félicitations» à M. Salvini, tandis que le porte-drapeau du Brexit Nigel Farage a félicité ses «colègues» du M5S.

Le président français Emmanuel Macron a pour sa part expliqué ce résultat par la «forte pression migratoire» pesant sur l'Italie, qui s'est sentie seule face aux près de 700.000 migrants débarqués depuis 2013.

La chancelière allemande Angela Merkel, elle-même fragilisée en partie par cette pression, a appelé à la formation rapide d'une équipe dirigeante «pour le bien de l'Italie mais aussi de notre Europe commune».

A Bruxelles, la Commission européenne s'est dite «confiante» dans la possibilité de former un gouvernement stable.

Mais la possibilité d'une éventuelle grande coalition à l'Allemande, sur laquelle misaient les responsables européens, s'éloigne avec la déroute du Parti démocrate (PD, centre gauche) de Matteo Renzi, qui recueille juste 18,7% des voix, très loin des 40% obtenus aux élections européennes de 2014.

C'est d'ailleurs l'ensemble de la gauche qui boit la tasse: les frondeurs de Liberi e uguali (libres et égaux) sont à peine au-dessus de 3%.

Lundi soir, M. Renzi a annoncé qu'il quittait la direction du PD après cette défaite «claire et évidente» et a convoqué un congrès dans les prochaines semaines pour élire une nouvelle direction.

Il a promis que le PD ne s'allierait avec «aucune forme d'extrémisme» et ne serait pas «la béquille d'un gouvernement antisystème». Lui-même préfère être dans l'opposition et promet de se contenter de son nouveau rôle de sénateur de Florence.

A la Bourse de Milan, les marchés financiers ont gardé une relative sérénité et clôturé sur un léger recul de 0,4%, même si les valeurs bancaires et Mediaset, l'empire médiatique de M. Berlusconi, ont passé une mauvaise journée.

AFP

## Italie: Renzi le mal-aimé, poussé vers la sortie après le revers des législatives

■ Il a réussi à se mettre tout le monde à dos en quelques années après avoir été l'enfant chéri de la politique italienne: Matteo Renzi sort grand perdant des législatives avec un score qui l'a poussé à abandonner la direction du Parti démocrate (PD).

Pas question, a-t-il dit, d'être la «béquille» d'un gouvernement antisystème après la percée des populistes du Mouvement Cinq Etoiles (M5S) et de l'extrême droite de la Ligue aux législatives de dimanche.

Aux élections européennes de 2014, le PD avait remporté 40% des voix sous l'impulsion de son bouillonnant leader. Mais dimanche, il est tombé à moins de 19%, un échec cuisant pour M. Renzi, 43 ans, même si ce score resterait enviable pour nombre de ses partenaires de centre gauche en Europe.

«Matteo est devenu en quelques mois le leader politique le moins aimé d'Italie», écrivait fin janvier l'hebdomadaire L'Espresso, pourtant proche du Parti démocrate (PD, centre gauche).

«Je ne m'explique pas vraiment cette haine envers Matteo Renzi», confiait récemment à l'AFP Giovanni Orsina, professeur de

sciences politiques à l'université Luiss de Rome.

Il y a certes la personnalité jugée souvent arrogante et un brin autoritaire de ce Toscan, qui a certes reconnu lundi sa «défaite», mais aussi beaucoup vanté les succès «extraordinaires» obtenus ces quatre dernières années.

Il y a aussi ces promesses trahies, comme celle avancée en 2012 de faire de l'Italie «le pays où on trouve du travail parce qu'on connaît quelque chose et non parce qu'on connaît quelqu'un», avance L'Espresso. Or, il s'est surtout lui-même entouré de fidèles, souvent toscans comme lui, un «cercle magique» aujourd'hui source d'une partie de ses déboires.

Matteo Renzi a toujours nié tout favoritisme, affirmant avoir toujours choisi «les meilleurs» et assurant faire preuve «d'esprit d'équipe» quand d'autres l'accusent d'agir trop souvent seul, sans tenir compte des différentes sensibilités au sein de son propre parti.

Il n'a ainsi pas pu empêcher des «frondeurs» du PD de claquer la porte l'an dernier

pour créer un nouveau mouvement à gauche, «Liberi e uguali» (Libres et égaux).

- «Renzusconi» -  
Sa longue descente aux enfers a commencé en décembre 2016, quand son rêve d'une Italie «plus efficace et plus simple» s'est brisé sur le rejet sans appel de sa réforme constitutionnelle lors d'un référendum, qui le pousse à démissionner de son poste de Premier ministre.

Arrivé à la tête du PD fin 2013 alors qu'il n'était que maire de Florence, sans avoir jamais siégé au Parlement ou été ministre, il promettait de «mettre à la casse» les caciques de son parti, et quelques autres.

Ce diplômé en droit, fier de ses années de scoutisme catholique, marié à une enseignante et père de trois enfants, a pour cela écarté des poids lourds comme l'ex-Premier ministre Massimo D'Alema, qui ne le lui a pas pardonné, ou l'ancien maire de Rome Walter Veltroni.

En février 2014, il a pris la tête du gouvernement, poussant sans ménagement vers la sortie Enrico Letta, ex-N.2 du PD, auquel il avait pourtant tweeté un désormais fameux

«Enrico stai sereno» («Enrico, sois tranquille») moins d'un mois plus tôt.

Ultra dynamique, ambitieux, Matteo Renzi a gardé des airs d'éternel adolescent, avec un accent toscan teinté d'un léger zozotement.

Grand utilisateur des réseaux sociaux, il est aussi infatigable, capable d'enchaîner les meetings du nord au sud de la péninsule, sans négliger les médias plus traditionnels où il est très présent.

Un temps allié avec Silvio Berlusconi sur la réforme des institutions, il ne pourra pas compter cette fois sur une alliance «européenne» à l'allemande avec le centre droit du vieux milliardaire, lui aussi délaissé par les électeurs. Selon les résultats presque définitifs, le pôle «Renzusconi» est loin du compte.

Matteo Renzi a choisi de ne pas se représenter à la tête de son parti: «je ferai un travail qui me fascine, je serai simple sénateur».

Ironie du sort, Matteo Renzi avait d'abord pensé supprimer le Sénat avant de se résoudre à en limiter les pouvoirs dans son projet de réforme constitutionnelle, rejetée par les Italiens.

AFP





# La réhabilitation de Staline avance en Russie

**Un buste de Staline érigé à Moscou, le chef des services secrets qui justifie les purges staliniennes, Vladimir Poutine qui félicite un écrivain glorifiant Staline... la réhabilitation du défunt dictateur avance en Russie.**

**C**omme chaque année le 5 mars, jour de la mort de Staline, quelques centaines de militants communistes ont déposé des fleurs sur sa tombe, située derrière le mausolée de Lénine sur la place Rouge, juste devant les murailles du Kremlin. Ils étaient menés par le dirigeant du Parti communiste Guennadi Ziouganov, en l'absence de son candidat à la présidentielle du 18 mars Pavel Groudinine.

Mais les communistes ne sont pas les seuls à réhabiliter l'un des dictateurs les plus sanguinaires du 20<sup>e</sup> siècle, mort en 1953.

Tout a commencé en 2009, quand la station de métro Kourskaïa à Moscou a été ornée d'une inscription disant: «C'est Staline qui nous a élevés dans la fidélité au peuple, qui nous a inspirés dans notre travail et nos exploits». Les autorités ont alors expliqué que la station avait été rénovée pour retrouver son aspect de l'époque stalinienne.

Ces dernières années, des bustes de Staline ont été érigés dans plusieurs villes de Russie, y compris en septembre dernier au centre de Moscou, à l'initiative de la Société russe d'Histoire militaire, une organisation fondée par le président Vladimir Poutine et dirigée

par le ministre de la Culture Vladimir Medinski.

Certains, comme le gouverneur de la région de Stavropol (sud), Vladimir Vladimirov, sont fiers de montrer un petit buste de Staline dans leur bureau.

La personnalité de Staline continue à diviser profondément la société russe, certains voyant en lui le moteur de l'industrialisation du pays et l'artisan de la victoire sur l'Allemagne nazie, les autres dénonçant un tyran à l'origine d'une vingtaine de millions de morts, fusillés, envoyés dans les camps, morts de faim ou déportés en Sibérie.

En décembre dernier, le chef du FSB (ex-KGB), Alexandre Bortnikov, a affirmé qu'une «part significative» des dossiers traités pendant les purges staliniennes «avait un contenu réel» et concernait des «conspirateurs» et des personnes «liées à des services de renseignements étrangers».

«Apparemment, l'un de nos hauts fonctionnaires justifie les purges massives des années 30 et 40, marquées par des condamnations falsifiées, des tortures et l'exécution de centaines de milliers de nos compatriotes innocents», avaient protesté une trentaine de membres de l'Académie des sciences de Russie.

## «Démonisation excessive»

«Le problème est que nos compatriotes ne comprennent tout simplement pas l'étendue des crimes de Staline et ne savent pas ce qu'ont été ses purges», a affirmé à l'AFP l'historien Ian Ratchinski, de l'organisation Memorial, principale ONG de défense des droits de l'Homme en Russie.

Memorial, qui joue un rôle de premier plan dans les recherches sur les répressions staliniennes, se plaint d'être entravé dans son travail par les autorités qui l'ont désigné comme

«agent de l'étranger».

Fin février, Vladimir Poutine a salué le «dévouement» et la carrière de l'écrivain et journaliste russe Alexandre Prokhanov, grand défenseur de Staline, qui fêtait ses 80 ans.

Le président russe avait montré l'ambiguïté de son rapport à Staline dans une interview accordée au réalisateur américain Oliver Stone en juillet dernier. Tout en soulignant que les horreurs du régime stalinien ne devaient pas être oubliées, il a fixé la limite de l'exercice en assurant qu'«une démonisation excessive de Staline est une façon d'attaquer l'Union soviétique et la Russie».

Et pas question non plus de se moquer de Staline ! Le mois dernier, le ministère de la Culture a annulé à la dernière minute l'autorisation de diffusion en Russie d'une comédie burlesque franco-britannique d'Armando Iannucci, «La mort de Staline», qualifiée de «raillerie insultante envers le passé soviétique, le pays qui a vaincu le fascisme et l'armée soviétique».

La vente de souvenirs et de calendriers à son effigie dans des librairies, musées ou aéroports contribuent à la banalisation de l'image de Staline, de même que de nombreux films diffusés sur les chaînes de télévision publiques.

Résultat: en juin dernier, Staline est arrivé en tête d'un sondage du centre indépendant Levada classant les personnalités les plus remarquables au monde de tous les temps.

«L'amnésie historique est favorisée par la politique de mémoire ambiguë du pouvoir russe, qui conjugue la mythification du passé soviétique avec une justification cachée de ses crimes ou a minima une volonté de diminuer leur ampleur», relevait Lev Goudkov, du centre Levada.

## Après la crise, Merkel promet une «voix forte» à l'Allemagne en Europe

■ Angela Merkel a promis lundi de se hâter pour redonner à l'Allemagne une «voix forte» en Europe face aux multiples défis minant l'UE, un engagement intervenant après six mois de paralysie politique qui l'ont affaiblie.

«Près de six mois après les élections» législatives du 24 septembre, les électeurs «ont le droit de s'attendre à ce qu'il se passe enfin quelque chose», a-t-elle dit au lendemain de la décision des sociaux-démocrates du SPD de former une majorité de gouvernement avec elle en vue d'un quatrième mandat de chancelière.

«Nous voyons tous les jours que l'Europe est très sollicitée, et qu'une voix forte de l'Allemagne, au côté de celle de la France et d'autres Etats membres, est nécessaire», a ajouté Mme Merkel avant une réunion de son parti chrétien-démocrate (CDU).

Car à la suite de l'imbricatio politique allemand, l'étendard européen semble être passé aux mains du président français Emmanuel Macron. Et ce dernier attendait la reconduction de Mme Merkel pour négocier un ambitieux plan de réforme d'une Union européenne émoussée par la montée des nationalismes.

Dernier exemple en date, l'Italie avec l'essor aux législatives dimanche de forces anti-système qui complique la formation d'un gouvernement. Berlin a appelé lundi à la formation rapide d'une équipe dirigeante «pour le bien de l'Italie mais aussi de notre Europe commune».

### Fronde anti-Merkel

Parmi les autres défis européens, la chancelière a cité le commerce international, les Etats-Unis de Donald Trump menaçant d'ériger toujours plus de barrières douanières. Le porte-parole de la dirigeante allemande a accusé Washington de «faire fausse route» avec «le repli sur soi».

Elle a aussi mentionné le conflit en Syrie, sur lequel l'UE est inaudible bien que cette guerre a provoqué une crise migratoire en Europe sans précédent depuis 1945.

Angela Merkel, dont la candidature à la chancellerie a été formellement présentée à la chambre des députés lundi en vue d'un vote le 14 mars, fait face aussi à la percée fracassante du mouvement d'extrême droite AfD.

Celle-ci a chamboulé le système politique, mis les questions identitaires et d'immigration au premier plan du débat et nourri un début de fronde anti-Merkel au sein de son parti.

Une partie des troupes conservatrices de la chancelière considère que la montée en puissance de cette droite anti-migrants et anti-Europe est due au centrisme d'Angela Merkel et à l'accueil de plus d'un million de demandeurs d'asile entre 2015 et 2017.

La chancelière a d'ailleurs dû accepter de donner un portefeuille ministériel, la Santé, au chef de file de ses détracteurs de l'aile dure de la CDU, l'ambitieux Jens Spahn. Ce dernier revendique un virage à droite et sa proximité avec Sebastian Kurz, le chancelier autrichien qui a fait alliance avec l'extrême droite dans son pays, dans la foulée de l'afflux migratoire de 2015.

Malgré ces aléas, Mme Merkel a une nouvelle fois démontré sa résistance après douze années au pouvoir.

La durabilité du gouvernement à venir reste cependant en suspens tant les sociaux-démocrates y vont à reculons. Le contrat de coalition prévoit même une clause de sortie dans moins de deux ans.

### L'AfD donne rendez-vous

L'extrême droite s'est elle réjouie de la reconduction de cette alliance, considérant avoir tout à gagner car, selon l'AfD, les partis conservateur et social-démocrate perdent identité et électeurs en gouvernant ensemble.

«La facture arrivera au plus tard en 2021» lors des prochaines élections, prédit Alice Weidel, figure de l'Alternative pour l'Allemagne.

Avant l'entrée en fonction du quatrième gouvernement Merkel, quelques étapes formelles restent à franchir. Ses alliés doivent ainsi finaliser la liste de leurs ministres.

Les conservateurs bavarois (CSU), partisans d'une ligne dure sur l'immigration, ont confirmé lundi que leur chef Horst Seehofer prendra la tête de l'Intérieur auquel on a ajouté le qualificatif controversé de «ministère de la Patrie».

Le SPD doit lui désigner cette semaine probablement les ministres des Affaires étrangères et de la Justice.

Il devrait aussi confirmer le maire de Hambourg Olaf Scholz aux Finances, le SPD ayant forcé Mme Merkel à lui céder ce portefeuille au grand dam de nombre de conservateurs qui craignent qu'un social-démocrate pousse pour alléger la rigueur budgétaire en Europe.



Irak

# Saisie des biens de Saddam Hussein et de dignitaires de son régime

**L'Irak a ordonné la confiscation des biens de l'ancien dictateur Saddam Hussein et de 4.257 dignitaires de son régime déchu lors de l'invasion emmenée par les Etats-Unis en 2003, ainsi que ceux de leurs proches, indique lundi un communiqué officiel.**

La liste des dignitaires a été établie par l'instance irakienne chargée de traquer les anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein. Elle inclut leurs épouses, leurs enfants et petits-enfants ainsi que leurs parents au second degré. Le nom de Saddam Hussein apparaît en



premier sur la liste, accompagné de «ses enfants, ses petits-enfants, ses proches et ses parents au second degré ainsi que ses ayant-droits».

Après la chute du régime, des milices, les forces armées et des dignitaires du nouveau pouvoir ont fait main basse sur de nombreuses propriétés appartenant à la famille de Saddam Hussein et d'anciens dirigeants. Cette mesure vise à officialiser la confiscation de ces biens.

Sont ensuite visés 52 dignitaires de haut rang, ainsi que l'ensemble des gouverneurs

durant les quelque 25 ans de règne du dictateur déchu, les hauts dirigeants du parti Baas, ainsi que les généraux des forces de sécurité.

Parmi ces derniers figure Ahmad Saggad, ancien général de brigade de l'époque de Saddam Hussein. Devenu après 2003 chef de police d'Al-Anbar, il a été tué il y a trois ans alors qu'il combattait le groupe Etat Islamique (EI).

Parmi les dignitaires figurent Ali Hassan al-Majid, le cousin de Saddam Hussein surnommé «Ali le chimique» et exécuté en

2010, ainsi que le demi-frère du dirigeant irakien, Barzan Ibrahim al-Hassan, lui aussi pendu. La liste inclut également l'ancien vice-président Taha Yassine Ramadan et le secrétaire particulier de Saddam Hussein, Abed Hamid Mahmoud, tous deux exécutés.

Elle compte aussi Tarek Aziz, compagnon de la première heure de Saddam Hussein décédé en 2015 et incarcéré après sa reddition en 2003. Son fils, Ziad Tarek Aziz, a dénoncé dimanche auprès de l'AFP une décision «qui ne vise à rien de plus que de récolter des voix à l'approche des élections» législatives prévues le 12 mai.

«Cela fait 15 ans que nous sommes l'objet de pressions, d'éloignement et d'injustice, cela suffit! Quand cette rancœur du soi-disant gouvernement va-t-elle cesser?», a-t-il encore lancé, joint par téléphone en Jordanie, où il réside désormais.

Seul chrétien parmi les proches du dirigeant irakien, Tarek Aziz avait été plusieurs fois ministre, notamment des Affaires étrangères de 1983 à 1991.

«Nous avons entendu parler de sanctions visant ceux qui sont accusés d'avoir commis des soi-disant crimes à l'encontre du peuple irakien, mais pourquoi viser les proches au second degré, les petit-enfants?», a encore réagi son fils.

Il a en outre réfuté posséder les biens qui sont prêtés à sa famille, affirmant que «la maison de mon père à Bagdad a déjà été de fait saisie par Ammar al-Hakim», dignitaire chiite et leader du mouvement politique «al Hikma», qui y a pris ses quartiers.

AFP

Vietnam

## Visite historique d'un porte-avions américain

■ Un porte-avions américain est arrivé au Vietnam lundi, une première historique pour les deux anciens ennemis, aujourd'hui alliés pour contrer la montée en puissance de Pékin en mer de Chine méridionale. L'USS Carl Vinson, qui comprend notamment une escadre aérienne embarquée et un croiseur lance-missiles, effectuera une escale de quatre jours dans la ville portuaire de Danang, dans le centre du Vietnam.

Lors de cette étape lourde de symboles, une partie des équipages se rendra notamment dans un centre pour victimes de l'agent orange, produit défoliant épandu par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam, causant encore aujourd'hui des malformations. Cette visite va «contribuer à maintenir la paix, la stabilité, la sécurité, la coopération et le développement dans la région», a estimé Le Thi Thu Hang, la porte-parole du ministère vietnamien des Affaires étrangères.

Les tensions sont fortes actuellement en mer de Chine méridionale, où Pékin continue de construire des îles artificielles capables d'accueillir des installations militaires - au grand dam du Vietnam et d'autres prétendants à la mer.

Pékin revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, un espace maritime supposé riche en ressources naturelles et par lequel transitent plus de 5.000 milliards de dollars de marchandises chaque année. «C'est une poussée américaine (...) pour montrer avec une présence navale massive dans la région de la mer de Chine méridionale que les Etats-Unis restent engagés», a estimé auprès de l'AFP Carl Thayer, spécialiste du Vietnam.

Les liens militaires entre les deux anciens ennemis se sont renforcés ces dernières années, notamment depuis une visite historique en 2016 de l'ex-président américain Barack Obama, qui avait levé un embargo sur les ventes d'armes à Hanoï datant de la guerre du Vietnam.

L'USS Carl Vinson abrite 5.300 marins, pilotes et membres d'équipage et 72 avions. Lors de la visite seront également organisés des matches amicaux de basketball et de football entre des marins américains et des Vietnamiens, ainsi qu'une visite d'orphelinat et des concerts.

AFP

Arabie Saoudite

## Les femmes obtiennent des droits mais restent sous tutelle

Mervat Bukhari, une force de la nature en niqab, a bravé railleries et insultes pour devenir la première Saoudienne à travailler dans une station-service, chose inimaginable il y a encore peu de temps.

Cette femme symbolise l'évolution du statut des Saoudiennes qui ont obtenu en quelques mois plus de droits qu'en plusieurs décennies.

Droits de conduire à partir de juin, d'assister à des matches de football et d'accéder à des emplois jusqu'ici réservés aux hommes.

Ces droits sont considérés comme élémentaires ailleurs dans le monde, mais ils sont significatifs dans ce pays ultraconservateur régi par une version rigoriste de l'islam.

Néanmoins, beaucoup reste à faire, surtout réformer le système de la tutelle qui soumet la femme à la volonté d'un homme pour de nombreuses démarches.

Cette évolution résulte grandement de la volonté du jeune prince héritier Mohammed ben Salmane, qui paraît plus que jamais déterminé à sortir la société saoudienne de son conservatisme profond.

Quand Mme Bukhari, 43 ans et mère de quatre enfants, a été promue superviseuse dans la station-service de Khobar (est), des insultes ont fusé sur les réseaux sociaux.

«Les Saoudiennes ne travaillent pas dans les stations-service». Ce hashtag a eu du succès et révélé les résistances sociales à l'évolution du statut des femmes.

«Je supervise et je ne sers pas de l'essence», a dû se défendre Mme Bukhari tout en soulignant que «les femmes d'aujourd'hui ont le droit de faire n'importe quel travail».

Les médias locaux, eux, n'ont cessé de célébrer l'ouverture du marché de l'emploi aux femmes: la première Saoudienne chef

de restaurant, la première vétérinaire ou la première guide touristique.

Mais ces progrès cachent la forêt du million de femmes à la recherche d'un emploi, selon des chiffres officiels.

L'objectif de «Vision 2030», le grand programme de réformes lancé en 2016 par le prince Mohammed, est de porter à près d'un tiers (contre 22% actuellement) la proportion des femmes parmi la population active.

- Sous-employées, sous-payées -  
«Les Saoudiennes sont plus instruites, mais moins mobiles, sous-employées et largement sous-payées», précise à l'AFP Karen Young, chercheuse à l'Arab Gulf States Institute de Washington, pour expliquer la situation des femmes sur le marché de l'emploi saoudien.

Le salaire mensuel moyen des hommes dans le secteur privé s'élève à près de 8.000 riyals (1.745 euros), tandis que celui des femmes n'atteint que 5.000 riyals (1.093 euros), selon le cabinet d'études Jadwa.

Et l'Arabie saoudite est classée 138e sur 144 dans le rapport 2017 du Forum économique mondial sur la parité entre les sexes.

Mais ce royaume cherche à changer la donne et l'autorisation de conduire pourrait mettre des millions de femmes sur le marché du travail.

Ces derniers mois, on a vu pour la première fois des Saoudiennes assister à des concerts, fréquenter des restaurants mixtes. La police religieuse, autrefois chargée de faire respecter la ségrégation entre les sexes, a progressivement disparu de l'espace public.

L'expression bien connue «Tu es une femme, couvres ton visage» semble aussi avoir disparu des conversations, a écrit

Abdel Rahman al-Lahim, avocat spécialisé dans les droits de l'Homme, dans le journal progouvernemental Okaz.

Au niveau régional, l'Arabie saoudite paraît, peut-être sous l'influence de l'allié américain, engagée dans une compétition avec l'Iran, son grand rival au Moyen-Orient, pour faire mieux en matière de droits des femmes.

- S'attaquer à la tutelle -  
Mais les militants locaux estiment que le système rigide de la tutelle laisse beaucoup de Saoudiennes vulnérables aux caprices d'un père conservateur, d'un mari autoritaire ou d'un fils en colère.

Les abus sont nombreux: des détenues bloquées en prison après avoir purgé leurs peines parce qu'elles n'ont pas été réclamées par leurs tuteurs. Une Saoudienne incapable de renouveler son passeport parce que son père, seul responsable légal, est tombé dans le coma.

«Si je pouvais choisir entre le droit de conduire ou le droit de mettre fin à la tutelle, je choisirais ce dernier», déclare à l'AFP une militante sous couvert de l'anonymat. «Je ne veux pas être au volant et être considérée comme mineure».

Mais il semble que le gouvernement soit en train de démanteler lentement le système. Il vient ainsi de permettre aux Saoudiennes de créer leurs propres entreprises sans autorisation d'un tuteur.

C'est ce qu'a confirmé la princesse Reema ben Bandar ben Sultan, responsable du sport féminin en Arabie saoudite, en déclarant le 28 février à Washington que son pays cherche à faire progresser «tous les droits des femmes».

Elle a qualifié de «cruciale» la question des «violences domestiques. Je vous promets que nous travaillons sérieusement là-dessus».

AFP



Exposition «Printemps des arts»

# Une occasion pour découvrir de nouveaux talents

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, lundi à Alger, que la manifestation «Printemps des arts» prévue du 5 au 12 mai et consacrée à la vente d'oeuvres des arts plastiques et des sculptures se voulait «un important marché».



Intervenant lors d'une conférence de presse, le ministre a précisé que son secteur oeuvrerait à

«évaluer» cette manifestation qu'abritera le Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en vue de l'améliorer à l'avenir et de

l'étendre pour englober d'autres courants d'art, d'autant qu'elle pourra durer un mois ou plus.

Soulignant que cette manifestation verra la participation de près de 150 artistes algériens en présence d'entreprises publiques, M. Mihoubi a indiqué que les artistes résidents à l'étranger pouvaient aussi prendre part à cette manifestation.

Il a ajouté que près de 10 galeries d'art seront invitées à prendre part à cette manifestation à travers leurs artistes, outre la mise à contribution des directions de la culture des wilayas dans l'opération de sélection des oeuvres d'artistes de manière «transparente».

Estimant que cette manifestation permettra au grand public de découvrir de nouveaux talents et d'autres figures connues, le premier responsable du secteur a relevé dans ce sens «l'absence de statistiques» sur le nombre des plasticiens en Algérie.

Répondant à une question sur le marché des enchères algérien d'oeuvres d'art à l'instar d'autres pays, M. Mihoubi a indiqué qu'il n'existait actuellement aucun marché de ce genre.

Par ailleurs, le ministre a démenti «l'absence de critique» d'arts plastiques et de sculptures en Algérie, imputant cela à l'absence de tribunes spécialisées à l'instar des revues et des lectures artistiques dans les médias et autres.

Pour ce qui est de la récupération des oeuvres d'arts de plasticiens algériens connus, M. Mihoubi a fait savoir que son secteur oeuvrait avec des privés en vue de leur recensement et acquisition, ajoutant que le fonds du patrimoine au ministère était «prêt pour l'acquisition» de ces oeuvres une fois présentées aux instances compétentes. **L. R.**

Oscars 2018

## La Forme de l'eau sacré meilleur film

*La Forme de l'eau*, romance fantastique du réalisateur mexicain Guillermo del Toro, a été primé Oscar du meilleur film dimanche à Los Angeles lors de la 90<sup>e</sup> cérémonie des Oscars.

Le film raconte l'histoire d'une femme de ménage muette, Elisa, travaillant dans un laboratoire secret qui tombe amoureuse d'une créature reptilienne captive, a été nommé dans 12 autres catégories dont l'Oscar du meilleur réalisateur, des meilleurs décors et celui de la meilleure musique de film bande originale.

Le compositeur français Alexandre Desplat remporte ainsi le deuxième Oscar de sa carrière pour la bande originale du film *La Forme de l'eau*.

*Coco*, film américain réalisé par Lee Unkrich et Adrian Molina, raconte l'histoire d'un garçon qui rêve de devenir musicien, mais qui grandit dans une famille où la musique est interdite, a remporté, pour sa part, l'Oscar du meilleur film d'animation.

Le film, produit par les studios Disney, a également récolté l'Oscar de la meilleure chanson pour le titre *Remember Me*, du couple à la ville Kristen Anderson-Lopez et Robert Lopez, interprété lors de la cérémonie par l'acteur Gael Garcia Bernal et les chanteuses Natalia Lafourcade et Miguel. L'Oscar du meilleur documentaire est revenu à *Icarus*, un film américain qui dénonce le dopage des sportifs russes. Chez les comédiens, Allison Janney a reçu le prix du meilleur second rôle féminin pour avoir joué la mère abusive de la patineuse Tonya Harding dans *Moi, Tonya*, et l'acteur britannique, Gary Oldman, a remporté l'Oscar du meilleur acteur pour sa performance dans le rôle de Winston Churchill dans le film *Les heures sombres*.

R. C.

Théâtre

## La ville des Issers se souvient du défunt Abdelkader Alloula

La ville des Issers (est de Boumerdès) abritera samedi prochain de nombreuses activités en hommage au défunt dramaturge Abdelkader Alloula, a-t-on appris lundi du président de l'association culturelle Cirta organisatrice de la manifestation. Selon Mohamed Delssi, une journée d'études sur le théâtre d'Alloula intitulée *El Guoual et l'acte théâtral chez Alloula* est notamment portée au programme de cette manifestation de deux jours, abritée par la Maison de jeunes Ali Ben Fettoum des Issers. L'animation de cette journée d'études sera assurée par de nombreuses figures connues de la scène théâtrale nationale, ayant côtoyé Alloula de son vivant, à l'image d'Azri Lghouti, Fadhila Hechmaoui, Brahim Hechmaoui, Abdelkader Belkaïd, Ahmed Ben Aïssa, et Omar Fetmouche. Outre des communications et des conférences suivies de débats, dont l'animation sera assurée par des hommes de théâtre connus, une exposition de photos mettant en exergue l'oeuvre d'Alloula, et un film sur le théâtre d'Alloula, réalisé par Ali Aïssaoui, sont également programmés. Cette manifestation, organisée pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive par l'association Cirta, a pour objectif principal de «perpétuer le souvenir et l'oeuvre de Abdelkader Alloula, tout en mettant en exergue la particularité de son expérience théâtrale au double plan national et arabe», a souligné M. Delssi. «Animer la scène culturelle et théâtrale locale, et inciter les jeunes et les chercheurs à s'intéresser davantage au 4<sup>ème</sup> art, est l'autre objectif ciblé», a-t-il ajouté. **K. Y.**

Organisé à la Maison de la culture Othmane-Bali d'Illizi

# 70 exposantes au Salon national de la femme productrice

Quelques 70 exposantes prennent part à la 6<sup>ème</sup> édition du Salon national de la femme productrice, qui a débuté lundi dans la soirée à Illizi, à l'initiative de l'association de wilaya Wissam Dahabi (écusson d'or) de lutte contre la violence à l'égard des femmes et de promotion des initiatives de jeunes.

Ouverte par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, cette manifestation, qu'abrite la Maison de la culture Othmane-Bali sur quatre jours, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme (8 mars), est marquée par la présence de sept wilayas à travers des produits d'artisanat traditionnel et des métiers. Les articles d'artisanat exposés valorisent le savoir féminin, dont des produits de stagiaires de

la formation professionnelle, dans les domaines de couture, broderie, bijouterie traditionnelle, vannerie et pâtisserie (traditionnelle et moderne). Des stands sont également réservés à la vulgarisation des prestations offertes par le dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) dans le soutien à la petite entreprise, selon le président de l'association organisatrice, Hocine Khouildi.

L'initiative, qui a drainé un large public dès son lancement, vise essentiellement à mettre en exergue les capacités de la femme artisanne et à valoriser sa production, en plus d'offrir un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre les artisans de différentes régions du pays, et de promouvoir le patrimoine culturel matériel du pays, a souligné M. Khouildi.

La ministre de l'Environnement et des

Energies renouvelables, qui a été honorée à cette occasion, a saisi l'opportunité pour mettre en avant l'importance du rôle de la femme algérienne dans l'essor du pays et le développement de son économie, à la faveur surtout des acquis et avantages accordés par le Président de la République à tous les niveaux.

Mme Zerouati a également salué le rôle que joue la femme au Sud dans la préservation du patrimoine et son authenticité et dont les efforts continus pour la stabilité dans ces régions et dans le développement du tourisme, méritent tous les égards.

En marge de ce salon, sont prévus des circuits sur des sites touristiques de la région au profit des délégations participantes, en plus d'un gala féminin le 8 mars. **T. K.**



«PAROLES DE FEMMES»

«La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie.»

Diane Beausacq



# FEMMES

ILS ONT DIT :

«Le bonheur, c'est un choix.»

David Sandes

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Deux grandes absentes à l'enterrement de vie de jeune fille de Meghan Markle

L'enterrement de vie de jeune fille de Meghan Markle a eu lieu dimanche 4 mars selon le *Daily Mail*. Au programme, un SPA 5 étoiles entre copines. Malheureusement, deux proches de la future mariée n'étaient pas de la partie.

Le prince Harry et Meghan Markle se marieront le 19 mai prochain en l'église Saint-George de Windsor. Mais avant de dire définitivement «oui» à son prince charmant, Meghan Markle a dû enterrer sa vie de jeune fille. Cet événement, elle s'y préparait avec excitation. «Je ne sais pas ce qui va se passer. C'est déjà organisé. Ça va être très marrant !», avait-elle récemment déclaré en marge d'un déplacement à Edimbourg.

Dimanche 4 mars, Meghan Markle et ses copines sont passées aux choses sérieuses. Selon le *Daily Mail*, la future mariée se serait rendue dans un SPA cinq étoiles avec ses amies pour célébrer son enterrement de vie de jeune fille. Le lieu a été tenu secret, seul indice : l'établissement est situé en Angleterre. Autre confidence de taille, deux invités étaient absentes pour cette petite fête entre amies. Kate Middleton n'a pu se rendre à l'enterrement de vie de jeune fille de sa belle-soeur. Enceinte de sept mois, la duchesse de Cambridge a sans doute préféré rester un peu au calme. La mère de Meghan Markle aurait également dû faire partie des convives, mais habitant à Los Angeles, Doria Radlan n'a pu se rendre à la petite fête organisée pour sa fille.

Heureusement, la future mariée était tout de même bien entourée. Même si la liste officielle n'a pas été révélée, on se doute que certaines amies, très présentes sur son compte instagram par le passé, n'auraient raté cet événement pour rien au monde. Selon le *Daily Mail*, Millie Mackintosh, la créatrice de mode Misha Nonoo, la joueuse de tennis Serena Williams, ou encore la styliste Jessica Mulroney ont été à coup sûr conviées à l'événement. Sa partenaire dans la série *Suits*, Abigail Spencer ainsi que Pippa Middleton ont également dû être aux côtés de Meghan Markle pour cette belle occasion.



### STRESS ET KILOS



Ceux qui ont tenté un régime en période de stress le savent, la mission est ardue. Hormonalement, physiologiquement, stress (à un niveau élevé) et minceur ne vont pas ensemble. Les raisons...

En vacances, le corps s'affine souvent par surplus d'activités mais aussi par relaxation. En effet, le stress, vrai moteur quand il est ponctuel, se révèle nocif quand il s'installe.

Le stress donne faim : Fatigué, préoccupé, on a tendance à chercher le réconfort dans la nourriture...sans y trouver ce qu'on y cherche. On engloutit mais la sensation de satiété n'arrive pas toujours. Le stress provoque un dérèglement hormonal : le corps veut puiser dans les réserves pour affronter les angoisses...pour mieux se remplir à nouveau en anticipation d'un nouveau pic...

#### LE STRESS CRÉE DES STOCKS DE GRAISSES :

C'est la conséquence du dérè-

glement évoqué plus tôt. Le corps réclame de la nourriture, non pour un effort immédiat mais en prévision d'une agression à venir. En bref, il joue les hamsters. Par ailleurs, le stress modifie le métabolisme des graisses et les fait davantage circuler dans le sang donc stocker.

#### LE STRESS FAIT PRENDRE DU VENTRE :

Il n'y a pas que la manque d'abdominaux, la ménopause ou la bière qui donnent du bidon. Le stress est également l'ennemi du ventre plat, ciblant l'abdomen comme l'a montré une étude de l'université de Yale comparant des femmes soumises à plus ou moins de pression.

#### LE MANQUE DE SOMMEIL FAIT SALIVER :

En étudiant l'IRM d'hommes et de femmes dormant tantôt 4 heures tantôt 9 heures, des chercheurs américains ont pu mettre en évidence un lien entre sommeil et fringales. Le manque de repos provoque une plus grande activité neuronale face à un stimuli alimentaire.

#### COMMENT LUTTER :

Dormez, prenez votre temps,

limitez la "consommation-stress". Cela signifie éviter les stimulants en se limitant à 2 à 3 cafés par jour. Privilégiez des temps de repas de 20 à 30 minutes plutôt qu'un grignotage express. En 10 minutes, le cerveau n'a pas pris en compte que vous vous alimentiez et réclame encore son dû !

## On se détend !

### L'ANTI-ÂGE POUR CHEVEUX

antirides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtile. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ? «Sans shampoing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine». Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in. Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique. La jeune femme a ciblé un besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage. Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

#### QUELS SONT LES ENNEMIS DE LA JEUNESSE

## A quoi ça sert ?

#### DU CHEVEU ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampoings détergents, les colorations ... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

#### A QUEL ÂGE VIEILLISSENT LES CHEVEUX ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

#### COMMENT TROUVE-T-ON UNE SOLUTION À UN FACTEUR HORMONAL ?

Le soin cheveux anti âge à la kératine est une solution uniquement extérieure, qui concerne l'aspect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit

moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résilient, qui est son ingrédient anti-casse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

#### UN SOIN CHEVEUX ANTI-ÂGE POUR QUELS EFFETS ?

Immédiatement après le soin d'environ 45 minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

Attention : si vous utilisez un shampoing au chlorure de sodium (comme 99% des shampoings), l'effet du soin sera très vite atténué, le sel étant un corrosif de la kératine.



## Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Ligue des champions d'Afrique

## Le MCA et l'ESS en appel

Athlétisme /Décathlon  
Bourrada s'engage  
avec l'ASV Villejuif

■ Le décathlonien algérien, Larbi Bourrada, s'est engagé avec le club français l'ASV Villejuif, a annoncé lundi le club francilien d'athlétisme. «C'est avec un immense plaisir que je vous annonce l'arrivée d'une nouvelle recrue», écrit le club sur sa page Facebook avec un photo de Bourrada arborant le maillot de l'ASV Villejuif. Bourrada (29 ans) est triple champion d'Afrique en titre du décathlon et détenteur du record d'Afrique avec 8521 pts. Lors des Jeux olympiques de Rio en 2016, il avait terminé à la 5e place du concours. En revanche, il avait abandonné lors des mondiaux de Londres 2017.

Tennis/Championnat  
nord-africain  
par équipes (-12 ans)  
L'Algérie et l'Egypte  
vainqueurs

■ Les équipes nationales garçons d'Algérie et d'Egypte ont battu, lundi, aux courts de tennis de Mansourah (Tlemcen), celles du Maroc et de Libye, pour le compte de la première journée du championnat nord-africain par équipes des moins de 12 ans. A l'issue de ces rencontres qui ont été, parfois, suspendues en raison du mauvais temps (vent violent et pluies), l'Algérie, menée par son capitaine et entraîneur national Mokhtar Messahel, l'a emporté sur le Maroc par le score de deux victoires à une (2/1). Pour leur part, les Egyptiens ont battu leurs homologues libyens sur un score sans appel de trois à zéro (3/0), à l'issue des deux matchs en simple et un en double.



Les deux représentants en Ligue des champions d'Afrique, le Mouloudia d'Alger et l'Entente de Sétif seront en appel aujourd'hui avec leurs matchs aller respectivement face aux Nigériens de MFM FC et Ghanéens du Dormaa Ahenkro. Ça sera un véritable test pour ces deux formations qui doivent se donner à fond pour tenter de revenir avec le meilleur résultat possible et donc prendre une option pour la manche retour. Les gars du Doyen savent ce qui les attend lors de cette empoignade, eux qui ne souhaitent pas voir le scénario

du Congo se produire, après s'être quelque peu compliqué la tâche en se faisant battre au match aller. Le Mouloudia sera, quand même, dans une situation difficile, lui qui jouera sans deux de ses cadres, Nekache et Derradja, qui seront out pour cette rencontre après avoir souffert de blessures. Le coach français devra, ainsi, trouver des solutions pour les suppléer, lui qui souhaite revenir avec un résultat probant de cette sortie. Les Vert et Rouge joueront à fond pour tenter de déstabiliser les Nigériens même s'ils sont conscients du fait de la difficulté de la tâche. L'ES Sétif qui est un

habitué de la C1 africaine a conscience du fait que son opposition face aux Ghanéens ne sera pas une sinécure d'autant plus que tout teste possible dans les stades africains où certains paramètres peuvent leur jouer un mauvais tour. Les poulains de Benchikha ne veulent, en aucun cas, se rater lors de cette manche aller, surtout qu'il faut bien réussir cette manche avant d'envisager une rencontre retour au sommet pour confirmer. Les Sétifiens joueront au complet et le coach ne devrait pas trouver de peine à composer son groupe. Dans l'autre compétition, à savoir, la Coupe de la Confédération africaine, l'USM Alger se doit d'être au top lors de cette rencontre aller en donnant la

réplique à la formation de la RD Congo, AS Maniema Union. Les Rouge et Noir qui étaient exempts du premier tour se doivent entrer de plein pied dans cette confrontation et réussir un résultat probant pour ensuite être au top pour la manche retour et réussir à arracher le ticket de la qualification au prochain tour et à la phase des poules.

Imad M.

**Le programme :**  
Dormaa Ahenkro(Ghana)-ES Sétif (15h)  
MFM FC-MC Alger (16h)  
**Coupe de la CAF:**  
AS Maniema Union (RDC)-USM Alger (14h)

Schalke 04  
L'entraîneur Tedesco  
encense Bentaleb

■ L'entraîneur de Schalke 04 Domenico Tedesco n'a pas tari d'éloges sur le milieu international algérien Nabil Bentaleb, auteur d'une belle prestation dimanche lors de la victoire décrochée à domicile face au Hertha Berlin (1-0), lors de la 25e journée du championnat allemand. «Je suis content pour lui, il a passé une mauvaise période dernièrement après sa blessure surtout pour un jeune joueur comme lui, j'ai beaucoup aimé sa prestation il a beaucoup couru dans un match qui était plein d'engagement physique, il était très bon dans l'ensemble du match», a-t-il déclaré à la presse locale. Titularisé lors de cette rencontre, l'ancien joueur de Tottenham (Angleterre), qui a retrouvé la compétition en jan-

vier après avoir souffert d'une blessure au pubis contractée le 28 octobre 2017, a confirmé son retour au premier plan, une semaine après avoir contribué à la victoire des siens à Leverkusen (2-0) en transformant un penalty. Le natif de Lille (France) a entamé la saison sur les chapeaux de roues en signant trois buts en championnat, avant d'être stoppé par sa blessure contractée lors de la 10e journée de la compétition face à Wolfsburg (1-1). A l'issue de cette victoire, le club de la Ruhr s'empare seul de la position de dauphin avec 43 points, loin derrière l'invincible Bayern Munich qui file droit vers le titre de Bundesliga avec 63 points, à neuf journées de l'épilogue.

JS Saoura

## L'entraîneur Khouda jette l'éponge

■ L'entraîneur Karim Khouda a démissionné de son poste à la barre technique de la JS Saoura, annonce lundi le club de Ligue 1 algérienne de football. Khouda, en poste depuis quelques semaines, a souligné, dans sa lettre de démission adressée à la direction du club, qu'il ne pouvait plus

travailler «avec des joueurs qui ne respectaient pas (ses) consignes», rapporte la page facebook officielle de la JSS. Les «Canaris» du Sud-Ouest algérien se sont inclinés samedi passé sur le terrain de l'USM Bel-Abbès (2-1), dans le cadre des quarts de finale de la coupe d'Algérie. Après avoir ter-

miné la phase aller du championnat à la 2e place, la JSS a reculé à la 7e position après 21 journées. Sous la houlette de Khouda, qui avait succédé à Fouad Bouali après la 18e journée et la défaite sur le terrain de l'USM Blida (1-0), l'équipe a récolté 2 points en 3 matchs.

Coupe d'Algérie (1/4 de finale) JS Kabylie-USM Blida

La JSK a le choix entre les stades  
du 5-juillet, Constantine et Oran

■ La JS Kabylie est appelée à choisir entre les stades du 5-juillet d'Alger, Chahid-Hamlaoui de Constantine et Ahmed-Zabana d'Oran pour accueillir l'USM Blida en quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football, a-t-on appris auprès de la direction du club de Ligue 1 Mobilis. «Nous allons prendre notre décision le plus tôt possible à propos du stade qui abritera le match de coupe face à Blida. Nous aurons à choisir entre celui du 5-juillet, de Constantine ou d'Oran. Concernant la date de cette rencontre, nous avons exprimé notre souhait de jouer avant le 19 mars marquant le début du stage de l'équipe nationale d'autant que deux

joueurs de la JSK sont convoqués en occurrence Essaid Belkalem et Salim Boukhanouchouche», a affirmé Nassim Benabderrahmane, membre du Conseil d'administration de la JSK. Initialement fixé au mardi 6 mars au stade du 5-juillet d'Alger, ce dernier quart de finale de l'épreuve populaire a été reporté à une date ultérieure, selon un communiqué publié dimanche sur le site de la Fédération algérienne de football (FAF). Cette rencontre a été délocalisée à la grande enceinte de la capitale, en raison de l'incapacité du stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou de contenir plus de 20.000 places, selon la norme exigée par la commission

d'organisation de la Coupe d'Algérie. La décision du report a été prise dimanche au terme d'une réunion entre le président de la FAF Kheireddine Zetchi et celui de la JSK Chérif Mellal. «Nous allons concerter tout le monde dans le choix du stade, y compris les supporters qui seront les premiers concernés, d'autant qu'ils auront à effectuer le déplacement quel que soit le lieu choisi», a conclu le responsable de la JSK. Le petit poucet du CR Zaouia (Régionale 1/ Ligue de Blida), le MC Alger, et l'USM Bel-Abbès ont composé le week-end dernier leur billet pour les demi-finales de la compétition.

Basket-ball / Classement FIBA

L'Algérie (87<sup>e</sup>) gagne  
une place sans jouer

■ L'Algérie, avec 39 points, a gagné une place au classement mondial de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) messieurs, publié lundi, et se retrouve au 87e rang, loin derrière le trio de tête toujours dominé par les Etats-Unis (735 pts), devant l'Espagne (704,7) et la France (644 pts). Privé de matchs de qualification de Coupe du Monde 2019 prévue en Chine, après avoir raté l'AfroBasket-2017, le Cinq algérien occupe la 14e place au niveau continental, alors que le Nigeria, est toujours la meilleure équipe africaine (32e rang mondial, 228,8pts), juste devant le Sénégal 35e (203 pts) et l'Angola 37e (197,4 pts) et l'Egypte 50e (135,1 pts). La Tunisie, championne d'Afrique en titre, recule de six places et se retrouve à la 52e position (127,1 pts). Dans le haut du classement, outre la France qui chipe la 3e place à la Serbie, l'Argentine (5e) gagne une place aux dépens de la Lituanie (6e), alors que la Grèce (9e) fait son entrée dans le Top 10. Ce nouveau classement intervient après les matchs de qualification au Mondial-2019 disputés fin février. Il prend en compte tous les matchs, des pré-éliminatoires régionaux jusqu'à la finale de la Coupe du Monde FIBA et inclut le tournoi olympique ainsi que les Coupes continentales. Le système précédent n'était basé que sur les compétitions et ne prenait en considération que les classements finaux des tournois. Ce nouveau classement donne également plus de valeur aux victoires à l'extérieur et il récompense plus les équipes qui battent des adversaires mieux classés qu'elles. Pour le moment, ce nouveau FIBA World Ranking Men, s'applique seulement aux équipes nationales masculines seniors et leurs compétitions. La FIBA souhaite appliquer dans le futur un classement similaire pour les équipes nationales féminines seniors et les équipes nationales de jeunes (garçons et filles).



Accidents de la circulation

## 34 morts en une semaine

Trente-quatre personnes ont trouvé la mort et 985 autres ont été blessées dans 880 accidents de la circulation survenus du 25 février au 3 mars, dans plusieurs wilayas du pays, indiquent hier les services de la Protection civile dans un communiqué.

La wilaya de Constantine déplore le bilan le plus lourd avec le décès de huit personnes, alors que 35 autres ont été blessées, suite à 28 accidents de la route.

Durant la même période, les unités d'interventions de la Protection civile ont effectué 4 508 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses et sont intervenus pour l'extinction de 538 incendies urbains, industriels et autres.

H. Y.

Bouira

## Le tueur de quatre personnes condamné à la peine capitale

L'auteur du quadruple crime, perpétré en juin dernier dans la commune de Taghzout (est de Bouira) a été condamné à la peine capitale, a-t-on appris lundi soir d'une source judiciaire.

A la fin d'un procès ayant duré plus de 11 heures au tribunal de Bouira, la peine capitale a été prononcée à l'encontre de l'accusé portant les initiales A.B et âgé de 63 ans pour homicide volontaire avec préméditation, tentative d'homicide volontaire, ainsi que pour port d'arme prohibée et détention de munition de type 4 sans autorisation, a précisé la même source.

Le 11 juin dernier, et suite à une dispute avec la petite famille de son frère, le mis en cause a fait usage d'un fusil de chasse pour abattre froidement son neveu, sa nièce et sa belle-soeur. Dix jours plus tard, l'auteur du triple homicide était revenu sur les lieux du crime pour tuer son propre frère et prendre la fuite vers une zone forestière voisine.

Le forcené fut finalement arrêté par les services de la Gendarmerie nationale après une vaste opération de ratissage à Taghzout.

L. T.

Béchar

## Arrestation d'un faussaire

Un faussaire en possession de 34 000 dinars en 17 faux billets de 2 000 DA et 1 350 euros également en faux billets de 100 et 50 euros, a été arrêté par les éléments de la police judiciaire, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar. Agissant sur renseignements faisant état d'activités criminelles du mis en cause, et en étroite coordination avec le procureur de la République, il a été procédé à son identification et à la perquisition de son domicile, ainsi qu'à la saisie de ces faux billets, a-t-on précisé.

La perquisition du domicile de cet individu ordonnée par la justice a permis en plus de la découverte de ces faux billets, la saisie d'un PC portable, d'un téléphone mobile, d'une carte mémoire et plusieurs produits chimiques utilisés dans la fabrication de faux billets, d'une valeur marchande de 1,8 million de DA, a-t-on fait avoir.

Le mis en cause a été présenté à la justice et placé en détention préventive pour falsification de billets de banque, conclut la source.

K. M.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

UN ALGÉRIEN HEUREUX



Bordj Badji Mokhtar

## Découverte d'une cache de munitions



Une cache de munitions contenant 12 roquettes de calibre 60 mm et 636 balles de différents calibres a été découverte, lundi, suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont découvert et détruit trois casemates pour terroristes à Batna/5° RM et Tizi Ouzou/1° RM», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a arrêté, à Tamanrasset/6° RM, deux contrebandiers et saisi deux camions, 12,8 tonnes de denrées alimentaires et 850

litres d'huile de table, tandis qu'un autre détachement a saisi à Bordj Badji Mokhtar trois détecteur de métaux, six groupes électrogènes et trois marteaux-piqueurs». Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP «ont intercepté à Oran, Relizane/2° RM et Béchar/3° RM, six narcotrafiquants en possession de 106 kg de kif traité, alors que 2 244 unités de différentes boissons ont été saisies à Ouargla et El Oued/4° RM. Aussi, 42 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Béchar, Adrar et In Salah», ajoute le communiqué.

H. M.

Tlemcen

## Saisie de 51 300 euros à Maghnia

Les éléments de la Sûreté de daïra de Béni Boussaïd (Tlemcen) ont opéré la saisie de 51 300 euros et de 1,86 million de DA et procédé à l'arrestation de trois personnes dans la commune de Maghnia, selon un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Béni Boussaïd ont opéré cette saisie sur la base d'informations faisant état de la présence de deux véhicules suspects, dont l'un provenant de la wilaya d'Oran, a-t-on indiqué.

Une investigation et la poursuite du véhicule suspect après son entrée sur le territoire de la wilaya de Tlemcen a permis d'appréhender son propriétaire alors qu'il remettait le montant précité au chauffeur de l'autre véhicule, à son

bord deux individus. L'opération a été effectuée le soir à proximité du carrefour Djarbaâ à la sortie-ouest de Maghnia.

Les trois prévenus âgés entre 36 et 37 ans ont été arrêtés.

Les résultats de l'enquête ont révélé que ces sommes représentent les recettes de trafic de drogue et autres affaires criminelles et que les mis en cause ont une relation avec un réseau criminel activant dans un pays voisin spécialisé en blanchiment d'argent.

Les prévenus seront présentés devant la justice mercredi prochain pour les chefs d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs à des fins de blanchiment d'argent et l'enquête reste ouverte pour connaître d'autres éléments du réseau.

T. K.

## ACTU...

### Après trois jours de disparition Le petit Sofiane retrouvé sain et sauf

Par Rachid Chihab

Après trois jours de recherche intense, des volontaires ont réussi à trouver hier vers midi dans une région montagneuse de la région de Tazmalt dans la wilaya de Béjaïa l'enfant Sofiane Ganoun disparu samedi après-midi. D'après les premiers éléments de l'information, le petit Sofiane est sain et sauf. Il a passé trois nuits consécutives en pleine nature. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour faire toute la lumière sur cette affaire qui a mobilisé toute la population de la vallée de la Soummam.

Dans un communiqué rendu public hier, le comité de suivi créé à cet effet a rendu hommage à toutes les personnes et institutions qui se sont mobilisées pour retrouver le petit Sofiane. «Encore une fois, Tazmalt à Béjaïa est vainqueur grâce à la mobilisation de la population, citoyens et dirigeants, tous ensemble comme un seul homme, vous avez vaincu le mal, quel que soit la façon de la disparition de l'enfant grâce à votre union, la peur à changer du camp, grâce à vous la nature n'a pas appliqué sa loi dans le sort de cette innocence», lit-on dans le communiqué. Il ajoute : «Merci à tous ceux qui ont contribué à mettre fin à cela de loin ou de près, l'histoire retiendra de vous toute cette force de combattre le mal».

R. C.

### Il était à destination de Beyrouth Un avion d'Air Algérie rebrousse chemin

Un avion d'Air Algérie, qui devait assurer hier matin un vol Alger-Beyrouth, a fait demi-tour après une heure de vol en raison d'un incident technique, apprend-on auprès de la directrice de la communication de cette compagnie aérienne nationale, Mme Mounia Bertouche. «Air Algérie informe qu'un avion faisant la liaison Alger-Beyrouth (vol AH 4016) était obligé de revenir vers l'aéroport Houari Boumediene après une heure de vol suite à un problème technique survenu pendant le vol», souligne la même source. Le commandant de bord «a préféré faire demi-tour pour des raisons de sécurité, et aussi pour faire réparer cet appareil à Alger et éviter les coûts excessifs à l'étranger», a-t-elle ajouté. La panne en question était un problème de pressurisation de l'appareil, explique-t-elle, en précisant qu'aucun réacteur n'a pris feu, comme relayé par des médias. Les 47 passagers ont été pris en charge, et un autre appareil a été programmé en remplacement.

### Oum El Bouaghi Deux personnes mortellement électrocutées dans une usine

Deux personnes ont été mortellement électrocutées dans une usine de fabrication de briques, située dans la commune de Aïn Beïda, wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Ces personnes ont été victimes d'une décharge électrique provenant d'une machine de cette usine, implantée dans la zone industrielle relevant de cette commune, a précisé la même source. Les dépouilles des victimes, âgées de 55 et de 60 ans, ont été évacuées par les éléments de la protection civile de l'unité secondaire de Aïn Beïda, vers l'hôpital Salah Zeghdani de la même localité, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Y. R.